

SAÏD SAYOUD L'A SOULIGNÉ HIER EN INAUGURANT UNE
STÈLE COMMÉMORATIVE

**« LES GÉNÉRATIONS SUCCESSIVES GARDERONT
DANS LA MÉMOIRE COLLECTIVE L'APPUI APPORTÉ
PAR LES DÉMINEURS SOVIÉTIQUES À L'ALGÉRIE »**

À l'issue de l'inauguration d'une stèle en hommage à l'appui apporté par les démineurs soviétiques à l'Algérie, chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le ministre a salué le colonel russe à la retraite Andrei Pavlenko et la délégation l'accompagnant, considérant que cette occasion constitue "l'une des étapes de l'histoire commune qui unit les deux pays amis, l'Algérie et la Russie".



P.16

ENTRENOUS

Quotidien national d'information

« La vérité est comme l'eau ; elle prend la forme du récipient qui la contient. » Ibn Khaldoun

Jeudi 15 Joumada Al Oula - 6 Novembre 2025 - N° 1163 : ISSN 1112-6167. www.entrenous.dz Prix :25 DA

GHAZA DES DÉGÂTS SANS PRÉCÉDENT



La Journée internationale pour la prévention de l'exploitation de l'environnement en temps de guerre sera célébrée jeudi par un appel collectif à la paix et à la durabilité, alors que la bande de Ghaza est en proie à des agressions génocidaires sionistes depuis plus de deux ans, faisant des milliers de martyrs palestiniens et des dégâts environnementaux sans précédent.

P.7

PÊCHE ET AQUACULTURE

VERS LA CRÉATION D'UNE ENTREPRISE PUBLIQUE POUR STRUCTURER LA FILIÈRE HALIEUTIQUE EN ALGÉRIE

Le secteur halieutique algérien s'apprête à franchir une étape stratégique majeure avec la création d'une entreprise publique dédiée à la collecte et à la commercialisation des produits de la pêche et de l'aquaculture. L'annonce a été faite par Miloud Tria, directeur général de la pêche et de l'aquaculture, lors d'une conférence de presse consacrée à la dixième édition du Salon international de la pêche et de l'aquaculture (SIPA 2025), qui se tiendra du 6 au 9 novembre à Oran.

P.2

AUDIENCES PRÉSIDENTIELLES

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE A REÇU HIER LES MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES TUNISIEN ET ÉGYPTIEN



P.3

Les audiences se déroulent en présence du directeur de Cabinet à la Présidence de la République, M. Boualem Boualem, du ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, et du conseiller auprès du président de la République, chargé des affaires diplomatiques, M. Amar Abba.

ORGANISATION DES PRODUCTEURS DE PÉTROLE AFRICAINS

L'ALGÉRIEN FARID GHEZALI ÉLU NOUVEAU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

L'Algérien Farid Ghezali a été élu, mardi à Brazzaville (Congo), à la majorité, nouveau secrétaire général de l'Organisation des producteurs de pétrole africains (APPO), indique un communiqué du ministère des Hydrocarbures et des Mines.

P.4

PÊCHE ET AQUACULTURE

VERS LA CRÉATION D'UNE ENTREPRISE PUBLIQUE POUR STRUCTURER LA FILIÈRE HALIEUTIQUE EN ALGÉRIE

Le secteur halieutique algérien s'apprête à franchir une étape stratégique majeure avec la création d'une entreprise publique dédiée à la collecte et à la commercialisation des produits de la pêche et de l'aquaculture. L'annonce a été faite par Miloud Tria, directeur général de la pêche et de l'aquaculture, lors d'une conférence de presse consacrée à la dixième édition du Salon international de la pêche et de l'aquaculture (SIPA 2025), qui se tiendra du 6 au 9 novembre à Oran.

Par Rihab Taleb

Placée sous la tutelle de l'Office national des aliments de bétail (ONAB), cette nouvelle structure aura pour mission de renforcer l'organisation et la dynamique du marché halieutique. Elle visera notamment à accroître la visibilité des produits aquacoles, tant sur le marché national qu'international, tout en assurant une meilleure organisation de leur distribution et une valorisation accrue de la production.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la nouvelle stratégie nationale de développement du secteur halieutique, laquelle ambitionne de stimuler la production tout en garantissant une exploitation durable des ressources maritimes. Parmi les axes prioritaires de cette stratégie figurent l'extension de la production nationale d'aliments pour poissons et d'alevins, la création de coopératives de pêche et d'aquaculture chargées de la collecte et de la commercialisation, en particulier celle des petits producteurs (moins de 400 kg), ainsi que le soutien aux activités artisanales et familiales afin d'en assurer la durabilité.

Par ailleurs, une plateforme numérique sera prochainement mise en place au sein de la Chambre algérienne de la pêche et de l'aquaculture



(CAPA). Elle permettra aux producteurs d'enregistrer leurs produits, de les promouvoir et d'en faciliter la mise

sur le marché, contribuant ainsi à la modernisation et à la transparence du secteur.

La conférence de presse a également été l'occasion de présenter les grandes lignes de la dixième édition du SIPA 2025. L'événement réunira 180 exposants représentant 17 pays. Le Sultanat d'Oman, invité d'honneur, participera avec une importante délégation économique. Trente start-up algériennes et étrangères prendront part au salon, qui comprendra également dix ateliers techniques et scientifiques organisés en partenariat avec la Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Placée sous le thème « Pêche et aquaculture : innovation et partenariats », cette édition du salon se veut un espace d'échanges et de collaboration entre les différents acteurs du secteur : grandes entreprises, jeunes pousses, institutions financières, compagnies d'assurance et organismes de recherche. Le commissaire du salon, Brahim Benbouza, a souligné que cette édition mettra particulièrement en avant les efforts de numérisation entrepris par le secteur, tout en favorisant les synergies et les partenariats entre les opérateurs publics et privés.

R.T

ATAF 2025

POURSUITE À ALGER DES TRAVAUX DES RÉUNIONS ANNUELLES

Les travaux des réunions annuelles du Forum sur l'administration fiscale africaine (ATAF 2025) ont repris mercredi au Centre international de conférences (CIC) Abdelatif Rahal, à Alger, et se poursuivront jusqu'au 7 novembre, sous le thème : "Adoption d'approches efficaces et ciblées pour des systèmes fiscaux équitables".

Ouverte mardi, la rencontre a été marquée par la tenue de quatre sessions principales consacrées à divers thèmes liés à la fiscalité, notamment le renforcement de la coopération fiscale internationale, l'impact des transformations démographiques et numériques sur les systèmes fiscaux, les stratégies de renforcement de la conformité dans le secteur informel, ainsi que l'interaction de l'Afrique avec les mécanismes mondiaux de tarification du carbone, en tant qu'outil de développement durable et de lutte contre le changement climatique.

Ce forum vise à tracer un avenir financier commun pour le continent et à promouvoir un agenda unifié en faveur d'une mobilisation durable des ressources locales, tout en as-

surant une gouvernance fiscale efficiente.

Le programme de la deuxième journée prévoit, dans la matinée, une session consacrée à "l'administration fiscale basée sur les données", axée sur l'utilisation des technologies numériques pour améliorer l'efficacité de l'action fiscale et renforcer la conformité.

Une autre session portera sur "la gestion des contraintes liées à l'échange de données" et abordera les moyens de consolider l'échange d'informations tout en garantissant la protection de la vie privée et la sécurité des données, conformément aux normes juridiques et internationales.

Des accords de coopération

internationale seront également signés à cette occasion.

L'après-midi sera consacré à une session intitulée "Egalité des genres et systèmes fiscaux", qui examinera les moyens d'intégrer les disparités entre hommes et femmes dans les politiques fiscales, afin de promouvoir l'équité et une participation économique équilibrée.

Créé en novembre 2009, l'ATAF constitue un espace de dialogue et de concertation sur les moyens d'améliorer les systèmes fiscaux en Afrique. Il œuvre à renforcer l'efficacité des administrations fiscales et à soutenir la mobilisation des ressources nationales pour stimuler la croissance économique du continent.

L'Algérie est le 43e membre à adhérer à l'ATAF, qui compte actuellement 44 pays. Son adhésion s'inscrit dans le cadre d'une vision visant à renforcer les capacités de l'administration fiscale nationale, à améliorer la mobilisation des recettes, à intensifier la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales ainsi que contre les flux financiers illicites, et à porter une position africaine unifiée face aux défis fiscaux internationaux.

Les précédentes réunions annuelles du Forum, dont le siège se trouve en Afrique du Sud, s'étaient tenues à Kigali, capitale du Rwanda, à la fin de l'année 2024.

RE

MINISTÈRE DE LA JEUNESSE/UNICEF

SIGNATURE D'UN PLAN D'ACTION CONJOINT POUR 2025-2027

Le ministère de la Jeunesse et le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) ont signé un plan d'action conjoint pour la période 2025-2027, visant à appuyer les initiatives de promotion de la participation des jeunes à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD), indique mercredi un communiqué du ministère.

Dans le cadre du renforcement

du partenariat et de la coopération entre l'Algérie et l'UNICEF, un plan d'action conjoint a été signé, mardi soir, entre le ministère et l'organisation onusienne pour la période 2025-2027, en vue d'appuyer les initiatives visant à autonomiser les jeunes, à renforcer leurs compétences et à promouvoir leur participation active à la réalisation des ODD", précise le communiqué.

A cet égard, le chargé de la gestion du Secrétariat général du ministère de la Jeunesse, Dahmane Adhimi, a souligné "l'importance de cette coopération pour la concrétisation des orientations nationales en matière d'autonomisation des jeunes", saluant l'appui apporté par l'UNICEF aux programmes de développement de la jeunesse en Algérie. Pour sa part, la Représentante

de l'UNICEF en Algérie, Mme Katarina Johansson, s'est félicitée du "partenariat fructueux avec le ministère de la Jeunesse", réaffirmant "l'engagement de son organisation à poursuivre son appui aux projets qui ont vocation à renforcer les capacités des jeunes et à leur ouvrir des perspectives prometteuses", conclut le communiqué.

RA

AUDIENCES PRÉSIDENTIELLES

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE REÇOIT LE MINISTRE TUNISIEN DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES...

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, mercredi, le ministre tunisien des Affaires étrangères, de la Migration et des Tunisiens à l'étranger, M. Mohamed Ali Nafti, et la délégation l'accompagnant.

L'audience s'est déroulée en présence du directeur de Cabinet à la Présidence de la République, M. Boualem Boualem, du ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté na-

tionale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, et du conseiller auprès du président de la République, chargé des affaires diplomatiques, M. Amar Abba.

APS



... ET LE MINISTRE ÉGYPTIEN DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, mercredi, le ministre égyptien des Affaires étrangères, de l'Immigration et des Expatriés égyptiens, M. Badr Abdel-Ati, accompagné d'une délégation et porteur d'un message du président égyptien, M. Abdel Fattah Al-Sissi, à Monsieur le président de la République.

L'audience s'est déroulée en présence du direc-

teur de Cabinet à la Présidence de la République, M. Boualem Boualem, du ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, et du conseiller auprès du président de la République, chargé des affaires diplomatiques, M. Amar Abba.

APS



RÉUNION HIER DU GOUVERNEMENT

A L'ORDRE DU JOUR L'EXAMEN DE PROJETS DE DÉCRETS EXÉCUTIFS ET DES COMMUNICATIONS RELATIFS À PLUSIEURS SECTEURS

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé, mercredi, une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen de deux projets de décrets exécutifs s'inscrivant dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie nationale de prévention des stupéfiants, ainsi que de communications relatives aux secteurs de la Santé et du foncier agricole, indique un communiqué des services du Premier ministre, dont voici le texte intégral: "Le Premier ministre, Monsieur Sifi Ghrieb, a présidé, ce mercredi 5 novembre 2025, une réunion du Gouvernement consacrée aux points ci-après : Dans le prolongement des travaux de la réunion du Gouvernement du 22 octobre 2025, le Gouvernement a pour-

suivi l'examen des deux projets de décrets exécutifs fixant, respectivement, les conditions et les modalités de dépistage de l'usage de stupéfiants et/ou de substances psychotropes dans les établissements d'éducation, d'enseignement et de formation, ainsi que les conditions et les modalités de prévention de l'usage de stupéfiants et/ou de substances psychotropes lors du recrutement dans les secteurs public et privé. Pour rappel, ces deux projets de décrets exécutifs, qui s'inscrivent dans le cadre de la mise œuvre de la stratégie nationale de prévention des stupéfiants et des substances psychotropes 2025-2029, visent à consolider la protection de nos enfants et jeunes, ainsi que les mi-

lieux professionnels, de ce fléau. Par ailleurs, le Gouvernement a entendu une communication sur la réorganisation de l'investissement du secteur privé dans le domaine de la santé. A cette occasion, il a été mis en exergue le potentiel croissant du secteur privé, son encadrement par un dispositif législatif et réglementaire incitatif, ainsi que son évolution continue. Il a été également souligné l'intégration de l'investissement privé dans la stratégie nationale de santé et les mesures engagées par les pouvoirs publics pour encourager et accompagner son développement, dans une logique de complémentarité avec le secteur public. Enfin, le Gouvernement a entendu une communication sur

l'état d'avancement des travaux relatifs à l'assainissement du foncier agricole relevant du domaine privé de l'Etat dans les différentes formules d'attribution et d'exploitation. Cette opération, qui s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des orientations de Monsieur le Président de la République, a pour objectif la régularisation de la situation du foncier agricole et la facilitation de l'exploitation des terres, grâce à la mise en place de commissions au niveau des wilayas et des daïras. Elle vise également à améliorer la coordination et à accélérer les procédures de récupération des terres inexploitées".

APS

ALGÉRIE-EGYPTE

ATTAF REÇOIT SON HOMOLOGUE ÉGYPTIEN

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, a reçu, mercredi au siège du ministère, le ministre égyptien des Affaires étrangères, de l'Immigration et des Expatriés égyptiens, M. Badr Abdel-Ati, en visite officielle en Algérie, indique un communiqué du ministère.

A cette occasion, les deux ministres ont eu des entretiens en tête-à-tête, suivis d'une rencontre élargie aux membres des délégations des deux pays, ajoute la même source.

La rencontre a été l'occasion de "procéder à une évaluation approfondie des différents aspects des relations de fraternité et de coopération historiques unissant les deux pays frères, à la lumière de la dynamique positive qu'elles connaissent ces dernières années, conformément aux hautes directives des dirigeants des deux pays, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et son frère, le président Abdel Fattah Al-Sissi".

Les deux ministres ont également examiné "les voies et moyens de promouvoir la coopération bilatérale et de la hisser à des niveaux supérieurs, à l'occasion de la tenue de la 9e session de la Grande commission mixte prévue prochainement au Caire", note le communiqué. Ils ont aussi évoqué "l'évolution de la situation dans les territoires palestiniens occupés", saluant "les efforts déployés par les deux pays en faveur de la cause palestinienne, notamment le rôle important de l'Algérie au sein du Conseil de sécurité, ainsi que les efforts louables de l'Egypte dans l'organisation d'une conférence internationale pour la reconstruction de la bande de Ghaza", précise la même source. Les deux parties ont, par ailleurs, échangé les vues et les analyses sur des questions d'actualité aux niveaux arabe et africain, à leur tête la situation en Libye et au Soudan, ainsi que les développements dans la région sahélo-saharienne", conclut le communiqué.

APS

CONVENTION DE LA HAYE

L'AMBASSADRICE D'ALGÉRIE AUX PAYS-BAS CHARGÉE DE DÉPOSER LE DOCUMENT D'ADHÉSION

L'ambassadrice d'Algérie au Royaume des Pays-Bas a été chargée, mercredi, de déposer le document d'adhésion de l'Algérie à la Convention de La Haye supprimant l'exigence de la légalisation des actes publics étrangers auprès du Bureau permanent de la Conférence de La Haye de droit international privé (HCCH), et ce, dans le cadre des procédures d'adhésion de l'Algérie à cette Convention, indique un communiqué du ministère des Affaires étrangères, de la Commu-

nauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines.

"Cette démarche, qui s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des instructions des hautes autorités du pays visant à simplifier et à faciliter les démarches administratives et consulaires, ouvrira la voie à l'entrée en vigueur effective de la Convention à la mi-2026, conformément aux procédures prévues dans le cadre de ce document multilatéral", précise le communiqué.

RA/APS

STÈLE EN HOMMAGE AUX DÉMINEURS SOVIÉTIQUES

SAYOUD PROCÈDE À SON INAUGURATION

Chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, a procédé, mercredi dans la commune d'El Aioun, daïra d'El Kala (w. El Tarf), à l'inauguration d'une stèle en hommage aux démineurs soviétiques.

Lors de cette cérémonie d'inauguration qui s'est déroulée en présence du Colonel russe à la retraite, M. Andrei Pavlenko, une gerbe de fleurs a été déposée devant cette stèle.

Cette inauguration se veut un hommage et une reconnaissance des efforts des démineurs de l'Armée soviétique qui, au lendemain de l'indépen-

dance, durant la période 1962-1965, ont participé, avec courage et bravoure, aux côtés de leurs camarades de l'Armée nationale populaire (ANP), aux opérations de déminage le long des frontières algériennes des mines antipersonnel posées par l'occupation française.

APS

ACTUALITÉS NATIONALES

ORGANISATION DES PRODUCTEURS DE PÉTROLE AFRICAINS L'ALGÉRIEN FARID GHEZALI ÉLU NOUVEAU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

L'Algérien Farid Ghezali a été élu, mardi à Brazzaville (Congo), à la majorité, nouveau secrétaire général de l'Organisation des producteurs de pétrole africains (APPO), indique un communiqué du ministère des Hydrocarbures et des Mines.

Cette élection s'est déroulée lors de la séance de clôture des travaux de la 48e session du Conseil ministériel de l'APPO, tenue en présence du ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures et des Mines, Mohamed Arkab, et sous la présidence du ministre des Hydrocarbures de la République du Congo, président en exercice du Conseil pour 2025, Bruno Jean Richard Itoua.

Ont également assisté à cette rencontre, le président-directeur général (PDG) du groupe Sonatrach, Noureddine Daoudi, le président de l'Autorité de régulation des hydrocarbures (ARH), Amine Remini, et l'ambassadeur d'Algérie auprès de la République du Congo, ainsi que plusieurs cadres du secteur.

L'élection de M. Ghezali se veut "une consécration méritée d'un riche parcours professionnel de plus de 33 ans dans le secteur de l'énergie et des hydrocarbures", précise la même source, soulignant qu'il a occupé plusieurs postes clés au sein du groupe Sonatrach, notamment celui de conseiller du PDG depuis mars 2020, vice-président chargé de la stratégie, des études économiques et de la planification institutionnelle entre 2017 et 2020, directeur des études et de la planification dans l'activité du transport des hydrocarbures par pipelines, ainsi que responsable exécutif dans l'activité de la commercialisation, chargé du dossier du gazoduc transsaharien.

Le nouveau SG de l'APPO, titulaire d'un diplôme d'ingénieur chimiste de l'Institut algérien du pétrole (IAP), spécialisé en gaz naturel liquéfié (GNL), possède une grande expérience internationale dans divers domaines des hydrocarbures, l'analyse stratégique des marchés, la gestion de projets et les négociations internationales, en sus de sa contribution à plusieurs dossiers au sein d'organisations énergétiques mondiales, telles que l'OPEP et le Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), selon la même source.

Outre les ministres de l'Energie et du Pétrole des pays membres, la 48e session du Conseil ministériel de l'APPO a vu la participation de représentants d'organisations régionales et internationales et de



partenaires stratégiques des secteurs du pétrole et du gaz.

L'ordre du jour de cette session a porté sur un ensemble de questions stratégiques et organisationnelles, parmi lesquelles l'évaluation des activités du Secrétariat général de l'organisation durant l'année 2025, la présentation du plan d'action et du budget pour 2026, et l'examen des moyens de renforcement de la coopération africaine dans les domaines de l'exploration, de la production et de développement des capacités techniques.

La session a également abordé les perspectives du partenariat africain dans le contexte des transformations mondiales liées à la transition énergétique, soulignant à cet égard l'importance de la valorisation du contenu local dans les industries pétrolières et gazières comme facteur essentiel pour réaliser le développement durable et créer de la valeur ajoutée dans les économies africaines.

Signature de l'accord de Brazzaville sur le développement du contenu local

Dans ce cadre, M. Arkab a participé à la cérémonie de signature de "l'accord de Brazzaville sur le développement du contenu local dans l'industrie pétrolière et gazière en Afrique", adopté par les

ministres des Etats membres de l'organisation.

Cet accord traduit un engagement collectif à renforcer la participation des compétences et des entreprises nationales dans les chaînes de valeur énergétiques. Il vise à développer des mécanismes efficaces pour mesurer et évaluer les politiques de contenu local dans les Etats membres, permettre aux fournisseurs africains d'assurer des biens et des services de haute qualité à l'industrie pétrolière et gazière, faciliter l'accès au financement, à la technologie et à l'expertise au profit des entreprises locales, et renforcer le transfert de la connaissance et la consolidation des capacités humaines africaines.

Il tend également à soutenir les partenariats entre les entreprises internationales et locales selon une approche gagnant-gagnant, à harmoniser les cadres réglementaires relatifs au contenu local au niveau continental, à encourager la recherche, le développement et l'innovation, et à ancrer les principes de transparence, de compétence et de responsabilité dans la mise en œuvre de ces politiques.

Ce document représente un appel à l'action africaine commune dans un esprit de coopération et de solidarité afin de construire une industrie pétrolière et gazière africaine forte et intégrée, qui contri-

AAP

ORIENTER LES INVESTISSEMENTS VERS LES ACTIVITÉS À FORTE VALEUR AJOUTÉE

L'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) a entamé la mise en œuvre d'un accord de coopération avec le secteur de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, à travers des projets pratiques visant à développer des outils d'analyse statistique et économique, l'objectif étant d'orienter les politiques d'investissement vers les secteurs et activités à forte valeur ajoutée, ce qui contribue à la croissance économique et à la diversification de la base productive, a indiqué mercredi un communiqué de l'AAPI.

Dans ce cadre, le directeur général (DG) de l'Agence, Omar Rekkache a reçu le directeur de l'Ecole nationale supérieure de statistique et d'économie appliquée (ENSSEA), Pr. Rachid Toumache, avec lequel il a évoqué les moyens de renforcer la coopération entre les deux institutions dans les domaines de la statistique et

de l'analyse économique appliquée, précise le communiqué.

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre des efforts conjoints visant à "lancer des études analytiques approfondies destinées à orienter l'investissement vers les secteurs et activités à forte valeur ajoutée, notamment ceux capables de se substituer aux importations et de renforcer les équilibres extérieurs, ce qui contribuerait à l'augmentation du produit intérieur brut (PIB) et au développement de la production nationale", ajoute la même source.

Ces études reposeront sur "une analyse méthodique des données économiques, ainsi que sur l'utilisation d'outils de prévision et de modélisation quantitative afin d'estimer l'impact attendu des investissements sur la croissance, la balance commerciale et le niveau d'intégration locale, dans le but d'identifier les filières et

secteurs à priorité économique et de formuler des recommandations opérationnelles pour orienter les futures politiques d'investissement".

Lors de cette rencontre, M. Rekkache a souligné l'importance d'impliquer l'université et les laboratoires de recherche scientifique dans la réalisation de ce type d'études stratégiques, relevant que l'information statistique précise constitue aujourd'hui un outil essentiel pour l'élaboration de politiques économiques avisées.

Il a en outre mis en avant la nécessité de poursuivre la coopération entre l'AAPI et les établissements d'enseignement supérieur, afin de mobiliser les compétences scientifiques et de recherche nationales au service des objectifs de développement économique durable, conclut le communiqué.

RE

bue à la prospérité des peuples du continent, souligne le communiqué.

Dans son allocution à cette session, M. Arkab a réaffirmé le soutien constant de l'Algérie aux objectifs de l'organisation et à ses initiatives visant à permettre à l'Afrique d'exploiter ses ressources naturelles avec efficacité et équité, insistant sur l'importance de redynamiser les projets de coopération continentale, à leur tête la Banque africaine de l'énergie, et d'appuyer les initiatives de financement commun des projets d'infrastructures énergétiques en Afrique.

Il a également appelé à poursuivre le processus de réforme de l'organisation, et à ancrer la bonne gouvernance et la transparence dans la gestion, se disant confiant de la capacité du nouveau secrétaire général de conduire une nouvelle étape de développement et d'intégration au sein de l'organisation, selon la même source.

La tenue de cette session coïncide avec l'organisation de la 4e édition de la Conférence & exposition sur le contenu local (CECLA 2025), sous le patronage du président de la République du Congo, M. Denis Sassou N'guesso, et dont l'ouverture des travaux a été présidée par le Premier ministre, chef du gouvernement congolais, selon le communiqué, qui a indiqué que cette conférence constitue "un espace d'échange d'expertises et des meilleures pratiques en matière de développement des capacités locales et de renforcement de la valeur ajoutée dans l'économie africaine".

Pour rappel, l'APPO a été créée en 1987 à l'initiative de l'Algérie et de plusieurs pays africains producteurs de pétrole.

Cette organisation, qui compte actuellement 18 Etats membres, constitue un cadre institutionnel, qui vise à coordonner les politiques pétrolières entre les pays membres et à renforcer la coopération et l'intégration en matière d'exploration, de production, de raffinage et de transfert de technologie, ainsi qu'à soutenir la recherche scientifique, la formation et le développement des compétences.

RE

SAÏDA

L'ALFA ET LA VANNERIE À L'HONNEUR
DANS UN SALON NATIONAL

Le Salon national de l'alfa et de la vannerie a ouvert ses portes mercredi à la Chambre de l'artisanat et des métiers « Chahid Saïdi Benyebka », marquant le début d'un événement qui rassemble une cinquantaine d'artisans venus de dix-huit wilayas du pays.

Par Saïd Slimani

La cérémonie d'ouverture, présidée par le wali de Saïda, Amoumen Marmouri, a mis en avant la richesse du patrimoine artisanal national et la volonté des autorités locales de soutenir les créateurs dans leur démarche d'innovation et de préservation des traditions.

Organisée conjointement par la Chambre de l'artisanat et des métiers et la direction du Tourisme et de l'Artisanat, cette manifestation a pour objectif de promouvoir les métiers liés à l'alfa et à la vannerie, deux savoir-



faire ancestraux profondément enracinés dans la culture algérienne. Le wali a rappelé, lors de son allocution, que ce salon représente une vitrine précieuse pour encourager les artisans à développer leur créativité et à produire des articles à la fois authentiques et compétitifs sur le marché national.

Durant les cinq jours de l'exposition, les visiteurs peuvent découvrir un large éventail de créations réalisées à partir de fibres naturelles : objets d'art, ustensiles ménagers, tapis, paniers, couscoussiers, vases, éventails, chapeaux traditionnels et autres pièces décoratives reflétant la finesse du travail manuel.

Le programme comprend également une formation dédiée aux femmes rurales et aux femmes au foyer, centrée sur la décoration et l'ornementation des produits artisanaux en alfa, doum et vannerie. Par ailleurs, une rencontre d'étude se tiendra à la même Chambre sur le thème « La fabrication de l'alfa et de la vannerie : réalité et perspectives », afin de débattre des enjeux économiques et culturels liés à ces métiers.

Des artisans venus notamment de Saïda, Oran, Tlemcen, Béjaïa, Jijel, Tiaret, El-Bayadh, Nâama, Chlef, Tipasa, Tizi-Ouzou, Blida et Bordj Bou-Arréridj participent à cette édition. Le salon attire déjà un grand nombre de visiteurs séduits par la diversité et la beauté des œuvres exposées.

Selon les organisateurs, cette initiative représente une occasion unique pour le public de redécouvrir le patrimoine artisanal algérien et d'acquérir des produits issus d'un savoir-faire authentique. Elle offre également aux artisans une plateforme d'échanges professionnels, propice au partage d'expériences et à la valorisation de la production traditionnelle nationale.

S.S

MOSTAGANEM

SEPT POLYCLINIQUES EN CHANTIER DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE RÉHABILITATION

Des opérations d'aménagement et de modernisation touchant sept polycliniques sont actuellement menées dans la wilaya de Mostaganem, selon un communiqué publié mercredi par les services de la wilaya. Ces travaux s'inscrivent dans le cadre du programme sectoriel de développement et mobilisent une enveloppe financière d'environ 140 millions de dinars. Les communes concernées par cette initiative sont Achâacha, Sidi Ali, Benabdelmalek Ramdane, Oued El Kheir, Sirat, Essafsaf et Aïn Tedelès.

Le secteur de la santé dans la wilaya a connu, au cours des années 2024 et 2025, une série de projets similaires visant la réhabilitation et la

modernisation de vingt-trois établissements de soins répartis dans plusieurs communes, ainsi qu'un hôpital public situé au chef-lieu de Mostaganem.

Ces initiatives font partie d'un vaste plan de mise à niveau des infrastructures sanitaires de proximité, dont l'objectif principal est d'améliorer la qualité des prestations médicales et de rapprocher les services des citoyens. Le wali de Mostaganem, Ahmed Boudouh, a donné des directives claires pour faire de la rénovation des structures sanitaires une priorité absolue. Il a insisté sur la nécessité d'assurer aux professionnels de santé, qu'ils soient médecins ou personnels paramédicaux, des

conditions de travail optimales favorisant une meilleure prise en charge des patients. Dans le même esprit, le wali a appelé les entreprises chargées des travaux à intensifier leurs efforts afin d'accélérer la cadence des chantiers. Il leur a également demandé de veiller au strict respect des délais contractuels, de renforcer les équipes et les moyens techniques mobilisés, tout en garantissant un haut niveau de qualité dans les réalisations. Ces consignes visent à faire de la modernisation du réseau de santé de Mostaganem un modèle d'efficacité et de bonne gouvernance locale.

R.R

RELIZANE

DES SESSIONS DE QUALIFICATION POUR PLUS DE 700 ARTISANS

Environ 734 artisans et artisanes des métiers traditionnels de la wilaya de Relizane ont bénéficié de stages de qualification en vue de l'obtention de la carte d'artisan, a indiqué, mercredi, le directeur de la Chambre de l'artisanat et des métiers, Djamel Khineche. M. Khineche a souligné dans une déclaration à l'APS que cette opération a été lancée, au début de l'année en cours, et s'est poursuivie jusqu'à la fin du mois de septembre dernier, à travers 23 sessions de formation destinées aux jeunes souhaitant obtenir la carte d'artisan et bénéficier des dispositifs d'aide à l'emploi. Ces formations ont porté sur plusieurs spécialités, telles que la mécanique automobile, le bâtiment, la peinture et le revêtement d'immeubles, la fabrication de papier et d'autres métiers. Par ailleurs, deux sessions ont été organisées, durant la même période, au profit de 201 détenus des établissements pénitentiaires, ainsi que 168 artisans formés au niveau de l'école de formation et de perfectionnement relevant de la même institution, dans diverses spécialités, notamment la plomberie sanitaire, la pâtisserie traditionnelle et moderne, la couture, la coiffure pour hommes et femmes et l'esthétique. Cette formation permet aux artisans de renforcer leurs compétences, de préserver certains métiers dans la wilaya et d'accompagner les femmes artisanes dans la concrétisation de microprojets produc-

tifs, a-t-il ajouté. Dans le cadre de la numérisation du secteur de l'artisanat, environ 670 artisans et artisanes ont bénéficié de cartes professionnelles numériques destinées à faciliter leurs démarches et alléger les procédures administratives, selon le même responsable. Il a ajouté que cette carte constituera un lien direct entre l'artisan et l'administration de tutelle, en la reliant automatiquement au fichier national des artisans.

La direction du Tourisme et de l'Artisanat de la wilaya de Relizane et la Chambre de l'artisanat et des métiers ont, par ailleurs, signé un accord de coopération et de partenariat avec l'antenne locale de l'Agence nationale de soutien et de développement de l'entrepreneuriat (ANADE), en vue d'encourager les artisans à créer des microentreprises pour promouvoir et commercialiser les produits de l'artisanat. Il est à rappeler que la wilaya de Relizane est réputée pour la richesse de ses activités artisanales, notamment la poterie, la fabrication d'ustensiles en argile, la vannerie, le tissage du doum et le tapis traditionnel. La Chambre de l'artisanat et des métiers de Relizane recense 7.386 artisans et artisanes activant dans les différentes spécialités de l'artisanat traditionnel et bénéficiant régulièrement de formations et de stages de perfectionnement, selon M. Khineche.

R.R

BLIDA

LES ARTISANS INITIÉS AU MARKETING NUMÉRIQUE

La Chambre d'artisanat et des métiers (CAM) de Blida prévoit l'organisation d'ateliers de formation au profit des artisans de divers secteurs, afin de les initier au marketing numérique et de les encourager à adopter les outils digitaux pour la promotion et la commercialisation de leurs produits, a-t-on appris mercredi auprès de cette institution. Les formations seront encadrées par des spécialistes du marketing électronique, qui enseigneront aux artisans les techniques de base de la photographie, de la publicité et de la gestion de pages sur les réseaux sociaux, ainsi que la création de leurs propres plateformes numériques, a indiqué le directeur de la CAM, Saâdi Aït Zerrouk, en marge du Salon de l'artisanat ouvert au siège de la Chambre à Ouled Yaïch. Une campagne de sensibilisation a déjà été lancée pour inciter les artisans à s'orienter vers le commerce en ligne, un moyen qui leur permet d'accroître leurs ventes à l'échelle locale et nationale. Un espace est réservé, dans le cadre de ce Salon, qui se poursuivra jusqu'au 10 novembre, aux artisans ayant déjà adopté le marketing numérique, afin qu'ils puissent partager leurs expériences réussies. Par ailleurs, la CAM de Blida abritera, jeudi, une Journée d'étude intitulée "L'artisan face à la transition numérique", animée par des experts et des artisans ayant recours au e-commerce pour écouler leurs produits, a informé M. Aït Zerrouk. A noter que la wilaya de Blida compte plus de 13.000 artisans détenteurs d'une carte professionnelle dans divers métiers artistiques, productifs et de services, mais "une faible proportion seulement s'est tournée vers le commerce électronique", a souligné le même responsable. Le Salon, organisé à l'occasion de la Journée nationale de l'artisan (9 novembre), a été marquée par la participation de la Caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés (CASNOS) et de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NASDA). Ces organismes sont venus présenter aux artisans les dispositifs d'appui et de financement disponibles pour la création ou l'extension de leurs projets.

R.R

DEUX STRATÉGIES OPPOSÉES FACE À LA CRISE DU DIAMANT L'ANGOLA MISE SUR LA CROISSANCE TANDIS QUE LE BOTSWANA FREINE LA PRODUCTION MONDIALE

Le secteur mondial du diamant traverse une phase délicate, marquée par la chute des prix et une demande en berne sur les principaux marchés. Dans ce contexte, deux puissances africaines du secteur, le Botswana et l'Angola, adoptent des approches diamétralement opposées. D'un côté, De Beers, géant historique de l'exploitation diamantaire, revoit ses ambitions à la baisse. De l'autre, Luanda s'engage dans une politique d'expansion assumée, défiant la conjoncture mondiale.

Par Nawal Bordji

Le groupe De Beers, filiale du conglomérat britannique Anglo American, tire près de 70 % de sa production totale du Botswana. Or, confronté à une baisse persistante des prix et à un ralentissement de la demande, il a décidé de réduire ses prévisions de production pour 2025 de dix millions de carats. Cette décision stratégique, perçue comme une tentative de stabiliser les cours sur un marché saturé, traduit un certain pessimisme quant à la reprise prochaine du secteur. Les nouvelles estimations se situent désormais entre 20 et 33 millions de carats, contre une fourchette initiale de 30 à 33 millions.

Pendant ce temps, l'Angola suit une trajectoire inverse. Selon Jânio Correa Victor, secrétaire d'État aux Ressources minérales, la production du pays a atteint 10,7 millions de carats entre janvier et



septembre 2025, soit déjà plus de 72 % de l'objectif annuel fixé à 14,8 millions. Alors que la plupart des grands producteurs ajustent leur offre à la baisse, Luanda poursuit ses ambitions de record, s'imposant comme un acteur de plus en plus influent sur le continent.

Cette performance remarquable s'inscrit dans la continuité de la dynamique enclenchée en 2024, année au cours de laquelle la production angolaise avait progressé de 44 % pour atteindre 14,03 millions de carats, selon les chiffres du Processus de Kimberley. Les mines de Catoca et de Luele, véritables piliers du secteur, demeurent au cœur de cette réussite. À elles deux, elles assurent plus de 90 % de la production nationale. Endiama, la société publique angolaise détentrice de parts dans ces exploitations, indique que Catoca a dépassé ses objectifs de 40 %, tandis que Luele a enregistré une hausse de 35 % en glissement annuel.

Si cette croissance démontre la vitalité du secteur minier angolais, elle s'accompagne de défis structurels. Le pays reste tributaire d'une forte volatilité des cours et d'une dépendance persistante à quelques marchés-clés. En dépit d'une

hausse spectaculaire du volume des exportations — +109 % sur les six premiers mois de 2025 — la valeur des ventes a reculé de 14 % sur la même période. Les Émirats arabes unis, la Belgique et Hong Kong absorbent plus de 90 % de ces flux, illustrant la concentration géographique du commerce angolais.

Interrogée sur cette stratégie expansionniste, Endiama se contente d'évoquer des « perspectives encourageantes ». Selon la compagnie, la production mondiale de diamants bruts devrait repasser sous la barre des 100 millions de carats d'ici la fin de l'année, rompant avec la tendance haussière observée au cours de la dernière décennie. Ce recul de l'offre mondiale serait favorable aux producteurs disposant de gemmes de haute qualité, catégorie dans laquelle l'Angola s'impose de plus en plus face à des concurrents historiques comme la Russie, le Canada ou le Botswana.

Ce dernier, pourtant connu pour la pureté exceptionnelle de ses pierres, fait preuve de prudence. De Beers, son partenaire majeur, semble vouloir anticiper une stagnation prolongée du marché mondial. La société reconnaît que la demande des consommateurs, notamment

aux États-Unis et en Chine — les deux plus gros marchés de la joaillerie —, demeure stable mais insuffisante pour absorber les stocks accumulés depuis la pandémie. En outre, la montée en puissance des diamants synthétiques, moins coûteux et plus écologiques, accentue la pression sur les producteurs traditionnels.

Les dirigeants de De Beers affirment que la réduction de la production vise à soutenir les prix et à préserver la rentabilité à long terme. Mais cette politique de retenue pourrait également fragiliser certains emplois et investissements au Botswana, où l'économie reste largement dépendante du secteur minier. Le gouvernement botswanais suit de près cette évolution, conscient que toute contraction prolongée de la production pourrait peser sur ses recettes fiscales et sur l'équilibre de sa balance commerciale. Fin octobre, De Beers a reconnu que les conditions commerciales restaient « particulièrement difficiles » au troisième trimestre 2025. L'amélioration observée au début de l'année a été atténuée par la mise en place de nouveaux droits de douane américains sur les diamants importés d'Inde, un acteur essentiel de la taille et du polissage. Malgré cela, le groupe souligne que la demande en bijoux ornés de diamants naturels résiste mieux que prévu, laissant espérer une reprise progressive à partir de 2026.

Entre un Botswana qui joue la carte de la prudence et un Angola décidé à tirer parti de chaque carat extrait de son sous-sol, le continent africain illustre deux visions opposées du futur de l'industrie diamantaire. Si De Beers mise sur la modération pour restaurer l'équilibre du marché, Luanda parie sur la croissance et la compétitivité de ses mines pour s'imposer durablement comme un acteur incontournable. Reste à savoir laquelle de ces stratégies s'avèrera la plus payante dans un marché en pleine mutation, où la rareté, la qualité et la capacité d'adaptation détermineront les vainqueurs de demain.

N.B

HYDROCARBURES BP ENREGISTRE UN BÉNÉFICE RECORD AU TROISIÈME TRIMESTRE 2025 MALGRÉ LA BAISSE DES PRIX DU PÉTROLE

Le géant pétrolier britannique BP a annoncé, mardi, une forte progression de ses bénéfices au troisième trimestre 2025, et ce, malgré un contexte marqué par le recul des prix du pétrole brut. Le groupe a réalisé un bénéfice net de 1,16 milliard de dollars, soit plus de cinq fois le montant enregistré à la même période en 2024, qui s'élevait à 206 millions de dollars.

Ce résultat confirme l'efficacité du plan de redressement stratégique lancé en début d'année, dont les effets commencent à produire des résultats tangibles. « Nous continuons à faire de bons progrès pour réduire nos coûts, renforcer notre bilan et accroître les flux de trésorerie ainsi que les rendements », a déclaré Murray Auchincloss, directeur général de BP, dans un communiqué publié à cette occasion.

Le dirigeant a particulièrement souligné les performances exceptionnelles des activités de raffinage et de distribution, portées par des marges plus favorables dans le secteur du raffinage. Confiant dans la trajectoire du groupe, il a ajouté : « J'ai le sentiment que nous sommes dans une meilleure position que nous ne l'avons jamais été depuis que je travaille chez BP. »

Dans le cadre de sa stratégie d'optimisation, BP a également an-

noncé la cession de certaines participations dans des actifs américains pour un montant total de 1,5 milliard de dollars. Cette opération s'inscrit dans une politique de recentrage des investissements sur les segments les plus rentables et à fort potentiel de croissance. Parallèlement, la transformation numérique joue un rôle central dans l'évolution du groupe. Murray Auchincloss a mis en avant l'apport déterminant de l'intelligence artificielle, qui permet désormais de réduire de 90 % le temps nécessaire à la planification des puits pétroliers, un progrès considérable en matière d'efficacité et de compétitivité. Cette innovation illustre l'engagement de BP à intégrer les nouvelles technologies dans ses processus industriels afin d'améliorer sa performance opérationnelle, tout en renforçant sa capacité d'adaptation face aux défis énergétiques mondiaux.

Grâce à cette combinaison de discipline financière, d'innovation technologique et de rigueur stratégique, BP semble amorcer une nouvelle phase de consolidation et de stabilité, après plusieurs années marquées par des fluctuations importantes du marché et des résultats inégaux.

R.T

LES EFFETS DU BLOCAGE ADMINISTRATIF AMÉRICAIN SE RÉPERCUTENT SUR LE CANADA STATISTIQUE CANADA REPORTE LA PUBLICATION DE SES DONNÉES COMMERCIALES

Statistique Canada a annoncé mardi le report de la publication de ses statistiques sur le commerce international pour le mois de septembre 2025, conséquence directe de la paralysie partielle du gouvernement fédéral américain. Les rapports relatifs au commerce des marchandises et des services, initialement attendus pour le 4 novembre, ne seront donc pas publiés à la date prévue. Aucune nouvelle échéance n'a encore été communiquée.

Dans un communiqué, l'institution a précisé que ses informations sur les exportations canadiennes à destination des États-Unis proviennent du Bureau du recensement américain (US Census Bureau). Or, la fermeture partielle des services fédéraux américains a perturbé les activités de cet organisme, empêchant l'envoi des fichiers de données nécessaires à la compilation des statistiques canadiennes. Faute de ces informations, Statistique Canada a été contrainte de différer la diffusion des données sur le commerce de marchandises de septembre, ainsi que celle des statistiques mensuelles sur le commerce des services, qui reposent sur les chiffres complets du commerce de biens. L'organisme a toutefois confirmé que les publications relatives à la balance des paiements internationaux et au produit intérieur brut (PIB) du troisième trimestre seront maintenues aux dates initialement prévues, soit les 27 et 28 novembre prochains. Néanmoins, si les données manquantes sur les échanges commerciaux de septembre ne sont toujours pas disponibles d'ici là, Statistique Canada prévoit de recourir à des estimations provisoires, notamment à partir de modélisations statistiques destinées à reconstituer partiellement les flux d'exportations vers les États-Unis. L'agence fédérale a également mis en garde contre de possibles perturbations à venir si la fermeture des services gouvernementaux américains se prolonge. Les dates de publication des statistiques pour les mois suivants pourraient ainsi être modifiées. L'institution a rappelé qu'une paralysie similaire du gouvernement américain, d'une durée de 35 jours entre 2018 et 2019, avait déjà entraîné des retards dans la diffusion de cinq rapports mensuels consécutifs sur le commerce international des marchandises. Cette situation illustre la forte interdépendance économique et statistique entre le Canada et son principal partenaire commercial. La transmission régulière des données américaines constitue en effet une composante essentielle de la production statistique canadienne, notamment pour mesurer les exportations, ajuster les indicateurs macroéconomiques et élaborer les politiques publiques. En attendant la reprise des activités aux États-Unis, Statistique Canada s'efforce de maintenir la fiabilité de ses publications, tout en soulignant que les estimations provisoires demeurent susceptibles d'être révisées une fois les données officielles reçues.

RE

GHAZA

DES DÉGÂTS SANS PRÉCÉDENT

La Journée internationale pour la prévention de l'exploitation de l'environnement en temps de guerre sera célébrée jeudi par un appel collectif à la paix et à la durabilité, alors que la bande de Ghaza est en proie à des agressions génocidaires sionistes depuis plus de deux ans, faisant des milliers de martyrs palestiniens et des dégâts environnementaux sans précédent.

Les attaques menées par les forces d'occupation contre l'enclave palestinienne, depuis octobre 2023, ont causé des dégâts environnementaux sans précédent, selon un nouveau rapport du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) sur l'impact environnemental de l'escalade sioniste, détruisant les sols, les ressources en eau douce et le littoral.

Ce rapport avertit que la remise en état de certains de ces dégâts pourrait prendre des décennies, soulignant qu'une grande partie de la végétation de Ghaza a été détruite.

Selon le document, Ghaza a perdu 97 % de ses cultures arboricoles, 95 % de ses terres forestières et 82 % de ses récoltes annuelles depuis 2023, rendant impossible toute production alimentaire à grande échelle, alors que plus de 500.000 Palestiniens sont confrontés à la famine.

La disparition du couvert végétal et la pression exercée par les opérations militaires sionistes ont affecté la structure des sols et réduit leur capacité de rétention d'eau, augmentant ainsi les risques de ruissellement et d'inondations, et limitant la recharge des nappes phréatiques.

A cet égard, des responsables



de l'ONU ont averti que la situation à Ghaza se détériorait et que sa poursuite laissera un héritage de dévastation environnementale qui affectera la santé et le bien-être de générations de la population assiégée.

S'exprimant lors d'une session consacrée à l'examen des mesures de confiance dans la dimension environnementale, tenue en juillet dernier lors de la Conférence sur l'interaction et la construction de mécanismes de confiance en

Asie (CICA), à Astana, au Kazakhstan, l'ambassadeur palestinien Abu Zeid avait qualifié de "catastrophique" la réalité écologique des territoires palestiniens occupés, en particulier à Ghaza.

Il a relevé que les forces d'occupation avaient systématiquement détruit l'environnement par l'utilisation excessive d'armes interdites au niveau international, la destruction des infrastructures vitales, la coupure de l'eau et de l'électricité, et la pollution de l'air et du sol.

Le rapport du PNUE recommande des interventions environnementales prioritaires à mettre en œuvre au plus vite, notamment en matière de ressources en eau et de déchets.

"Des décennies d'expérience nous ont appris que lorsqu'un conflit s'achève, les munitions non explosées continuent de mutiler et de tuer", a prévenu, fin octobre, le chef du service de déminage de l'ONU (UNMAS) dans le territoire palestinien occupé, Luke David Irving, soulignant que "Ghaza ne fait pas exception".

L'UNMAS estime entre 50 et 60 millions de tonnes la masse de débris à déblayer, qui regorgent souvent de munitions.

RI

LE MAGAZINE ESPAGNOL "MUNDO NEGRO" LE SOULIGNE DANS SON N° DE NOVEMBRE LE DROIT À L'AUTODÉTERMINATION RESTE L'ESSENCE MÊME DE LA QUESTION DU SAHARA OCCIDENTAL

Le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination demeure le cœur de la question du Sahara occidental, rapporte le magazine espagnol "Mundo Negro", soulignant que ce droit est inaliénable et non négociable et le refus persistant de l'appliquer constitue un échec grave de la justice internationale.

Dans l'éditorial de son numéro de novembre, le magazine explique que sa position constante sur cette question s'inscrit dans le respect des principes fondateurs des Nations unies et dans le rejet des tentatives visant à effacer l'identité d'un peuple qui lutte depuis un demi-siècle pour recouvrer sa liberté et son indépendance.

Il rappelle l'attachement du peuple sahraoui, représenté par le Front Polisario, à l'organisation d'un référendum d'autodétermination "promis depuis longtemps mais jamais réalisé", et étape indispensable vers l'indépendance.

Le magazine note que la Cour internationale de justice avait confirmé en 1975 l'absence de tout lien de souveraineté entre le Sahara occidental et le Maroc, consacrant ainsi la nature coloniale du conflit. Or, cette décision n'a jamais été traduite dans les faits, le territoire ayant été soumis à une politique de contrôle et d'expansion, a-t-il déploré, estimant que la

seule solution juste et durable passe par un référendum libre et transparent permettant aux Sahraouis d'exprimer leur volonté.

Dans ce même numéro, le magazine consacre un dossier spécial à la cause sahraouie, comprenant un entretien avec le représentant du Front Polisario en Espagne, Abdallah Arabi, ainsi que des témoignages de personnalités sahraouies, parmi lesquelles l'écrivaine, Eb-baba Hameida, auteure du roman "Fleurs de papier", et le docteur Abderrahmane Mohamed Lahbib, actif dans les camps de réfugiés sahraouis.

A travers ces voix, le magazine redonne vie à un espoir tenace, celui d'un peuple convaincu que l'indépendance n'est pas un rêve lointain mais un droit différé par l'injustice politique.

Dans le même contexte, le chercheur Isaias Barrenada Bajo, professeur en relations internationales à l'Université Complutense de Madrid, a publié une analyse soulignant que le

peuple sahraoui attend toujours de pouvoir exercer son droit à l'autodétermination dans le cadre d'un référendum libre, transparent et conforme au droit international, qui lui permette de décider pleinement de son avenir.

Il estime que l'occupation marocaine cherche à effacer ce droit par une politique de fait accompli et par l'exploitation illégale des ressources du territoire, sans le consentement de sa population autochtone.

Cependant, ajoute-t-il, la détermination du peuple sahraoui à conquérir sa liberté demeure intacte, voire renforcée malgré tous les obstacles.

Barrenada Bajo conclut en affirmant que toute tentative de détourner l'attention du cœur du conflit est vouée à l'échec, car le droit à l'autodétermination reste un principe indépassable.

RI

PARLEMENT PANAFRICAIN

APPEL À L'ARRÊT IMMÉDIAT DE TOUTE INGÉRENCE ÉTRANGÈRE AU SOUDAN

La présidente de la Commission des transports, de l'industrie, des communications, de l'énergie, des sciences et de la technologie du Parlement panafricain (PAP), Mme Bahdja El Amali, a appelé à l'arrêt immédiat de toute forme d'ingérence étrangère au Soudan et à la protection de civils ainsi qu'à l'ouverture de couloirs humanitaires sécurisés, sans restrictions ni sélectivité, indique, mercredi, un communiqué de l'Assemblée populaire nationale (APN). Lors d'une session de débat du PAP sur "la situation de la paix et de la sécurité et le rôle des parlements", Mme El Amali a évoqué la situation tragique que traverse le Soudan, en lançant "un appel à la conscience africaine, arabe et humaine pour une action urgente", précise la même source.

Dans son intervention, Mme El Amali a souligné que "le Soudan, autrefois berceau de la dignité, de la fierté et de la civilisation, est devenu aujourd'hui le théâtre des pires crimes et violations", déplorant "les souffrances des civils confrontés aux meurtres, aux déplacements

forcés et à la privation de leurs droits face à un silence international troublant".

Le Soudan s'est transformé en "une plaie ouverte en raison de la guerre qui y fait rage, conséquence d'ingérences étrangères et de forces ayant investi dans la désintégration de ce pays pour leurs propres intérêts, sans se soucier des victimes", a-t-elle déploré, appelant à "la nécessité d'élever la voix pour réveiller la conscience africaine, arabe et humaine, et de rendre au Soudan la liberté de sa décision et sa souveraineté, et de faire de son territoire un espace de vie pour ses enfants et non d'intérêts pour autrui". A cette occasion, Mme El Amali a exigé "un arrêt immédiat de toute forme d'ingérence étrangère et l'ouverture d'une enquête internationale transparente sur les flux d'armes et d'argent vers le Soudan". Elle a, en outre, appelé à "la protection immédiate des civils et à l'ouverture de couloirs humanitaires sécurisés, sans restrictions ni sélectivité", selon le communiqué.

RI

AGRESSION SIONISTE
CONTRE GHAZA

LE BILAN S'ALOURDIT À 68.875 MARTYRS ET 170.679 BLESSÉS

L'agression génocidaire sioniste contre la bande de Ghaza a fait 68.875 martyrs et 170.679 blessés, en majorité des femmes et des enfants, depuis le 7 octobre 2023, selon un nouveau bilan communiqué mercredi par les autorités sanitaires palestiniennes.

Les corps de trois martyrs ainsi que deux blessés ont été transférés vers les hôpitaux de Ghaza au cours des dernières

24 heures, précise la même source, notant que les corps de nombreuses victimes se trouvent encore sous les décombres.

Depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu le 10 octobre, 241 Palestiniens sont tombés en martyrs et 609 autres ont été blessés, tandis que les corps de 513 martyrs ont été récupérés, a ajouté la même source.

RI

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

DÉBAT À BECHAR SUR LA RESPONSABILITÉ JURIDIQUE DE SES UTILISATEURS

Une rencontre internationale consacrée à l'intelligence artificielle (IA) et à la responsabilité juridique liée à son usage dans le cadre de la transition numérique s'est tenue mercredi à Bechar. Ce rendez-vous a réuni des chercheurs, des juristes et des experts venus de plusieurs pays afin de débattre des défis juridiques que posent les progrès rapides des technologies intelligentes dans différents secteurs.

Par Salim Nait Ouguelmim

Les participants ont souligné la pertinence et la complexité du thème, au moment où l'IA transforme profondément les pratiques économiques, sociales et administratives. Selon la professeure Bourbaba Soraya, directrice du laboratoire des études juridiques et de la responsabilité des professionnels (LEJRP) à la Faculté de droit et des sciences politiques de l'Université Tahri-Mohamed de Bechar, cette rencontre vise avant tout à « trouver un juste équilibre entre l'innovation technologique et la protection des droits fondamentaux ». Elle a insisté sur la nécessité d'élaborer des cadres législatifs et normatifs adaptés, capables de stimuler la recherche et l'innovation tout en garantissant le respect des libertés



individuelles et un développement responsable de l'intelligence artificielle.

La professeure a également rappelé qu'exploiter les opportunités offertes par l'IA de manière sûre et équitable exige la mise en place d'une réglementation cohérente, permettant de répondre aux enjeux éthiques et juridiques découlant de ces technologies émergentes. Pour elle, il est urgent que les législateurs anticipent les risques afin d'assurer une utilisation maîtrisée et bénéfique de ces outils numériques.

Cette rencontre internationale, prévue sur deux jours, réunit des universitaires, chercheurs et spécialistes du droit et de l'informatique issus de plusieurs universités algé-

riennes, mais aussi de pays arabes tels que la Jordanie, l'Arabie Saoudite, le Liban, la Palestine et la Mauritanie, qui y participent par visioconférence.

Le programme comprend 110 communications et présentations scientifiques autour de thèmes variés : la protection juridique face aux risques spécifiques de l'IA, la responsabilité civile et pénale des utilisateurs de systèmes intelligents, ou encore la qualification juridique des applications basées sur l'intelligence artificielle.

Les travaux, ouverts officiellement par le wali de Bechar, Ahmed Benyoucef, s'articulent autour de huit ateliers destinés à formuler des recommandations précises concer-

nant la définition du concept de responsabilité juridique dans l'usage de l'IA.

Outre l'Université Tahri-Mohamed de Bechar et son laboratoire LEJRP, plusieurs institutions universitaires du pays participent à l'organisation de l'événement, parmi lesquelles le laboratoire des études juridiques pratiques de l'Université Constantine 2 et le laboratoire de l'investissement et du développement durable de l'Université Oran 2. Ensemble, ces structures entendent contribuer à une réflexion collective sur les transformations juridiques que nécessite l'avènement d'une société numérique dominée par l'intelligence artificielle.

SNO

LECTURE

LES BIBLIOTHÈQUES PUBLIQUES AU CŒUR DE LA TRANSITION NUMÉRIQUE

Les participants au colloque national intitulé « Pratiques du développement durable dans la qualité de la performance fonctionnelle et de la récupération de l'information dans les bibliothèques publiques, défis et objectifs », ouvert mercredi à Mascara, ont mis en avant l'importance de l'intégration des outils numériques dans la gestion et la valorisation de l'information. Cette rencontre, présidée par le wali de Mascara, Fouad Aïssi, a réuni des universitaires et des spécialistes venus de plusieurs établissements du pays pour débattre des moyens de moderniser les bibliothèques publiques à l'ère du numérique. Intervenant à cette occasion, Mme Goumiri Insaf, de l'Université de Mostaganem, a souligné que les bibliothèques publiques doivent désormais s'appuyer sur des technologies de pointe afin d'améliorer leurs capacités d'accès et de récupération de l'information. Elle a insisté sur l'importance de mettre à jour régulièrement les catalogues numériques et de développer un réseau interconnecté entre les bibliothèques du territoire national. Selon elle, un système numérique unifié offrirait aux usagers une consultation plus fluide, rapide et intelligente des ressources documentaires.

De son côté, M. Moulay Mohamed, enseignant à l'Université d'Adrar, a mis l'accent sur la nécessité d'adopter les technologies de l'information et de la communication pour renforcer les services numériques des bibliothèques et

élargir les possibilités d'accès aux sources du savoir. Il a estimé que ces outils constituent un levier essentiel pour améliorer la qualité des services offerts aux lecteurs. Quant à M. Rachedi Abdelmalek, de l'Université d'Alger 2, il a rappelé que les bibliothèques communales, en particulier celles situées dans les zones semi-urbaines, jouent un rôle central dans la promotion du développement durable. Ces espaces culturels, a-t-il précisé, facilitent l'accès à la lecture et au savoir, tout en soutenant la diffusion de la culture à travers des ressources papier et numériques accessibles à tous les publics, notamment les élèves et les étudiants.

Organisé sur deux jours par la bibliothèque principale de lecture publique « Dr Yahia Bouaziz » de Mascara, en collaboration avec le département des sciences de l'information de l'Université de Mostaganem, ce colloque explore plusieurs thématiques, dont la performance fonctionnelle des bibliothèques, la qualité de la récupération de l'information et le rôle des bibliothèques comme pôles technologiques de proximité. L'événement réunit enseignants, chercheurs et responsables d'établissements de lecture publique issus de nombreuses wilayas de l'Ouest du pays, tous unis par la volonté commune de faire des bibliothèques publiques un pilier du savoir durable et de l'innovation documentaire.

SNO

SALON INTERNATIONAL "CONSTANTIC" LA CRÉATIVITÉ NUMÉRIQUE ALGÉRIENNE MISE À L'HONNEUR

La troisième édition du Salon international de la numérisation et des technologies de l'information et de la communication, "Constantic 2025", se distingue cette année par la présentation de projets algériens novateurs illustrant le dynamisme croissant du pays dans le domaine des technologies modernes. Parmi les réalisations qui attirent le plus l'attention figurent un chapeau intelligent destiné aux personnes malvoyantes et des logiciels de gestion intégrée conçus pour optimiser la performance des institutions publiques et privées.

Organisé à l'hôtel Marriott de Constantine jusqu'à jeudi, l'événement s'inscrit dans la stratégie nationale de transformation numérique, visant à ancrer une culture de l'innovation et à encourager les jeunes entreprises à transformer leurs idées en solutions technologiques concrètes au service du développement économique et social du pays.

Dans une déclaration à l'APS, Laouira Si Achour, inventeur du chapeau intelligent et fondateur de la start-up Noor Accessibility, a expliqué que ce dispositif a été imaginé pour faciliter les déplacements des personnes atteintes de déficience visuelle et leur offrir une autonomie accrue. Équipé de capteurs de haute précision, il détecte les obstacles situés devant l'utilisateur et l'en avertit grâce à des signaux sonores ou vibratoires. Ce projet a bénéficié de l'appui de l'Agence nationale de promotion et de développement des parcs technologiques, qui soutient les initiatives locales innovantes.

De son côté, Abdelkader Hamini, directeur général de la société OGC, a présenté les solutions logicielles développées par son entreprise, active depuis plus de trente-cinq ans dans le secteur des technologies de l'information. Ces programmes de gestion intégrée visent à renforcer l'efficacité administrative et financière des organisations, tout en accompagnant la modernisation numérique des institutions nationales.

Réunissant un large éventail de chercheurs, d'entrepreneurs, de start-up et de représentants d'institutions publiques et privées, le salon propose de nombreux ateliers techniques et démonstrations interactives, favorisant l'échange d'expériences et la collaboration entre les différents acteurs du secteur technologique.

Organisé par Media Smart, le Salon Constantic s'impose désormais comme une plateforme nationale de référence, où se rencontrent la recherche scientifique et l'entrepreneuriat technologique. Il reflète la vision de l'Algérie qui fait du numérique un levier essentiel du développement durable et de la construction d'une économie fondée sur l'innovation et la connaissance.

SNO

ALGER DISTINGUÉE SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE HONORÉE PAR L'ONU POUR SON ENGAGEMENT POUR LE DÉVELOPPEMENT URBAIN DURABLE

Alger s'est vue décerner le prestigieux Prix des Nations Unies pour le développement durable dans les villes, "Shanghai Award 2025", en reconnaissance de son engagement en matière d'aménagement urbain responsable. Selon un communiqué des services de la wilaya, la capitale algérienne fait désormais partie des cinq métropoles mondiales les plus investies dans la mise en œuvre du développement durable.

Par Ali Boudefel

La remise officielle du prix s'est déroulée à Bogota (Colombie), à l'occasion de la Journée mondiale des villes. Le trophée a été reçu par Abderrahmane Rouabhi, chef de cabinet, représentant le ministre et wali d'Alger, Mohamed Abdenour Rabehi. Cette distinction, souligne la wilaya, vient saluer les multiples



initiatives engagées par la capitale pour bâtir un modèle urbain moderne, inclusif et respectueux de l'environnement, conformément à la vision stra-

tégique à l'horizon 2030.

Les actions menées par la wilaya s'inscrivent dans un vaste programme de modernisation et de

transformation durable de la ville. Elles se traduisent notamment par des avancées concrètes dans les infrastructures environnementales, la transition écologique, la prévention des risques naturels, la valorisation du patrimoine culturel, le développement du tourisme, le soutien à l'innovation, la numérisation des services publics ainsi que la promotion du logement décent.

Cette reconnaissance internationale place Alger au rang des villes pionnières en matière de durabilité urbaine. Sélectionnée parmi 85 villes issues de 33 pays, la capitale algérienne partage cet honneur avec Médine (Arabie saoudite), Bogota (Colombie), Espoo (Finlande) et Incheon (Corée du Sud). Par cette distinction, l'ONU salue la détermination d'Alger à façonner une capitale tournée vers l'avenir, où le progrès s'allie à la durabilité.

A.B

NOS FORÊTS SONT FERTILES UNE RÉCOLTE RECORD DE LIÈGE À SOUK AHRAS

Lors de la campagne d'écorçage menée en mai dernier, 3.239 quintaux de liège ont été collectés dans la wilaya de Souk Ahras, selon les précisions d'Omar Mezdouat, chef du service de gestion des ressources, des études et des programmes à la Conservation des forêts. Cette récolte, réalisée sur une superficie de 2.655 hectares au sein de la forêt de Boumezrane, dans la commune d'Ain Zana, confirme le statut de cette région comme l'un des principaux pôles de production de liège du pays.

L'opération, conduite dans le cadre du Projet Souk Ahras, a été confiée à l'Entreprise régionale de génie rural (ERGR Babors) de Jijel. En plus de sa dimension économique, cette campagne a eu un im-

pact social notable, puisqu'elle a permis la création d'environ 80 emplois saisonniers au profit de jeunes issus des zones montagneuses et frontalières, où le chêne-liège constitue une ressource naturelle essentielle.

Grâce à cette performance, la wilaya de Souk Ahras occupe désormais la cinquième place au niveau national parmi les dix-neuf wilayas productrices de liège. Cette réussite s'inscrit dans une stratégie de long terme visant à développer et à préserver les massifs forestiers. Entre 2014 et 2025, la wilaya a ainsi procédé à la plantation de 335 hectares de chênes-lièges dans les communes de Mechroha et d'Ain Zana, dans le cadre d'un programme annuel

de reboisement et de régénération des zones affectées par les incendies.

Aujourd'hui, le chêne-liège s'étend sur une surface totale de 21.204 hectares dans la partie nord de Souk Ahras, englobant les forêts d'Ouled Bechih, d'Oued El Ghanem (commune de Mechroha), de Boumezrane et de Fedj Laâmed (Ouled Idriss). Parmi cette superficie, 14.351 hectares sont considérés comme productifs, sur un ensemble forestier dépassant 94.436 hectares. Ces chiffres traduisent la vitalité du secteur forestier local et confirment le rôle central de Souk Ahras dans la valorisation durable du patrimoine naturel national.

A.B

RICHESSSE INSOUÇONNABLE DE LA BIODIVERSITÉ AMAZONIENNE DEUX NOUVELLES ESPÈCES DE GRENOUILLES DÉCOUVERTES AU PÉROU

Par Chaimaa Sadou

Deux espèces inédites de grenouilles de très petite taille ont récemment été découvertes dans la forêt amazonienne du Pérou, révélant une fois encore l'extraordinaire richesse biologique de cette région du monde. Cette découverte confirme le rôle central du Pérou dans la recherche scientifique et la préservation de la biodiversité, notamment au cours des années 2024 et 2025. Ces amphibiens minuscules, à la fois fragiles et uniques, rappellent l'importance de protéger les écosystèmes menacés par les changements environnementaux.

C'est dans le parc national Yanachaga-Chemillén, à plus de 3 200 mètres d'altitude, que les chercheurs du Rainforest Partnership et de l'Institut péruvien d'herpétologie ont identifié ces deux nouvelles espèces, baptisées *Phrynopis manuelriosi* et *Phrynopis melanoinguinis*. D'une taille comprise entre 11 et 27 millimètres, ces grenouilles présentent une couleur rouge vive ornée de motifs noirs, ainsi que de petites protubérances au niveau des paupières, leur conférant une apparence singulière.

Le Service national des zones naturelles protégées (Sernanp) a annoncé cette découverte mardi, soulignant l'importance de la Cordillère de Yanachaga, un écosystème fragile abritant une

faune exceptionnelle, dont plusieurs espèces endémiques. Le parc, qui s'étend sur 122 000 hectares, est également un refuge pour plus de 600 espèces d'oiseaux, faisant de cette région un véritable laboratoire naturel pour la recherche en biodiversité. Les années récentes ont été particulièrement fécondes pour la science. En octobre 2024, une petite grenouille toxique, la *Ranitomeya hwata*, a été identifiée, suscitant un grand intérêt scientifique. La même période a vu la description de centaines de nouvelles espèces d'insectes, dont des mille-pattes et des coléoptères, dans des zones encore peu explorées. En 2025, une nouvelle espèce de chauve-souris arboricole, reconnaissable à ses motifs faciaux uniques, est venue enrichir la liste des découvertes remarquables réalisées dans cette région.

Ces avancées montrent que l'exploration de la faune amazonienne est loin d'être achevée. Elles confirment également la place du Pérou parmi les plus grands réservoirs de biodiversité au monde. À travers ces recherches, les scientifiques appellent à renforcer la protection des milieux naturels face aux menaces du déboisement et du changement climatique. Préserver ces habitats exceptionnels, c'est non seulement protéger des espèces encore méconnues, mais aussi sauvegarder l'un des patrimoines naturels les plus précieux de la planète.

C.S

CATASTROPHE NATURELLE LE TYPHON KALMAEGI RAVAGE LES PHILIPPINES ET TUE PRÈS DE CENT PERSONNES

Le cyclone Kalmaegi a provoqué d'immenses destructions aux Philippines, entraînant de violentes inondations et un bilan humain particulièrement lourd. La région de Cebu, située au centre du pays, figure parmi les plus durement touchées. Selon les autorités locales, au moins 93 personnes ont perdu la vie, tandis que des milliers d'habitants ont été contraints d'abandonner leurs foyers face à la montée des eaux.

La tempête a frappé de plein fouet l'archipel, submergeant des zones entières sous des torrents boueux et dévastant les infrastructures. Dans la région centrale de Cebu, plusieurs villes ont été complètement inondées. Pris au piège, de nombreux habitants ont trouvé refuge sur les toits des maisons pour échapper aux flots impétueux qui emportaient tout sur leur passage — véhicules, conteneurs et débris divers.

D'après le dernier rapport publié par la protection civile, le nombre de victimes s'élève à 93 morts. Dans la ville de Liloan, appartenant à la métropole de Cebu, 35 corps ont été retrouvés, portant à 76 le total des décès dans cette seule région. À l'échelle nationale, 17 morts supplémentaires ont été recensés, tandis que 26 personnes demeurent portées disparues.

Face à la violence du phénomène, environ 400 000 habitants ont été évacués par mesure de précaution avant l'arrivée du typhon. Selon Charmagne Varilla, spécialiste en météorologie, Kalmaegi a déjà égalé la moyenne annuelle des typhons qui frappent l'archipel. Les prévisions indiquent en outre que trois à cinq nouveaux cyclones pourraient encore toucher le pays d'ici la fin de l'année.

Cette catastrophe met en lumière la nécessité urgente de renforcer les dispositifs de prévention et d'alerte. Les Philippines, exposées chaque année à de puissantes tempêtes tropicales, doivent consolider leurs infrastructures et améliorer la coordination entre les services de secours et les autorités locales. Les experts appellent à un système d'alerte plus efficace, capable de réduire les pertes humaines et matérielles lors des prochaines calamités naturelles.

C.S

INVITATION AU VOYAGE

LA DESTINATION TOURISTIQUE ALGÉRIE MISE EN AVANT
PAR LA CÉLÈBRE CHAÎNE TV ABC7

L'émission *Good Morning Washington* de la chaîne de télévision américaine ABC7, diffuse depuis lundi une série de documentaires destinée à faire la promotion des atouts touristiques et culturels de notre pays.

Par Malika Azeb

Selon un média américain, l'Algérie, avec sa culture millénaire, son histoire profonde, ses paysages grandioses et l'hospitalité légendaire de son peuple, offre aux voyageurs une expérience unique et inoubliable. Soutenue par l'Ambassade d'Algérie à Washington, cette initiative met en lumière le patrimoine algérien à travers une émission très suivie du public américain.

Diffusée entre 10 h et 11 h, cette émission spéciale entraîne les téléspectateurs dans un voyage inédit à travers les sites naturels, archéologiques, historiques et culturels du pays. D'Alger à Tipasa, des gorges vertigineuses de Constantine aux dunes infinies du Sahara, de l'est à l'ouest, la chaîne ABC7 plonge le public dans la beauté, la chaleur et la profondeur de l'âme algérienne, selon un communiqué des représentants diplomatiques algériens aux États-Unis.



Cette série documentaire vise à promouvoir le tourisme algérien auprès du public américain, en valorisant ses atouts culturels et naturels. L'objectif est de faire connaître l'Algérie comme destination de choix dans les milieux touristiques des États-Unis.

Lors du premier épisode, l'ambassadeur d'Algérie à Washington, Sabri Boukadoum, a souligné que la richesse et la diversité du pays en font une destination touristique exception-

nelle. Il a mis en avant l'accueil chaleureux du peuple algérien, une qualité profondément ancrée dans son identité, qui marque durablement les visiteurs.

M. Boukadoum a également rappelé que l'Algérie est un carrefour de civilisations — africaine, arabe, amazighe et méditerranéenne — qui ont façonné son patrimoine et nourri la fierté de ses habitants. Il a qualifié le désert algérien de « plus beau du monde » en raison de son immensité

et de la splendeur de ses paysages, tout en précisant que le tourisme en Algérie ne se limite pas au Sahara : d'autres régions du pays recèlent également d'innombrables trésors naturels et culturels.

L'ambassadeur a évoqué le potentiel du tourisme religieux, citant notamment Annaba et sa basilique Saint-Augustin, symbole du patrimoine spirituel et historique du pays. Il a ajouté que visiter l'Algérie, c'est parcourir un véritable musée à ciel ouvert où chaque région conserve les traces de grandes civilisations. « Il n'est pas nécessaire de se rendre en Italie pour admirer les vestiges romains », a-t-il déclaré, rappelant que l'Algérie est le deuxième pays au monde à abriter le plus grand nombre de ruines de cette époque, après l'Italie.

Enfin, M. Boukadoum a évoqué la profondeur des relations algéro-américaines, vieilles de plus de deux siècles, rappelant la célébration récente du 230e anniversaire du traité de paix et d'amitié signé entre le président George Washington et le dey d'Alger. Il a exprimé l'espoir de voir le nombre de touristes américains en Algérie augmenter grâce aux facilités désormais accordées pour l'obtention des visas, renforçant ainsi les échanges humains et culturels entre les deux nations.

M.A

OBÉSITÉ INFANTILE
UN QUART DES PETITS
EUROPÉENS EN SURPOIDS

Par Yakout Abina

Le fléau de l'obésité infantile persiste sur le continent européen, alerte l'Organisation mondiale de la santé (OMS) dans un nouveau rapport accablant. Près d'un enfant sur quatre est en surpoids, un taux qui stagne malgré des années de campagnes de prévention.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a tiré la sonnette d'alarme mardi dernier en publiant un rapport alarmant sur la santé des enfants européens. Selon cette nouvelle étude, près d'un enfant sur quatre présente un excès de poids, révélant que les niveaux de surpoids et d'obésité restent dramatiquement élevés malgré les campagnes de sensibilisation menées à travers le continent.

L'agence onusienne met en cause des déséquilibres alimentaires persistants, une sédentarité accrue et des habitudes familiales inadaptées. Ces facteurs, selon l'OMS, contribuent à des conséquences sanitaires durables, allant de troubles métaboliques à un risque accru de maladies chroniques à l'âge adulte.

Cette analyse repose sur les données de plus de 470 000 enfants âgés de six à neuf ans, issus de 37 pays européens. Il s'agit de la première étude post-Covid, mettant en lumière l'impact des confinements et des changements de mode de vie sur la santé des plus jeunes. Le chiffre de 25 % concerne principalement les enfants de 7 à 9 ans et confirme la persistance, voire l'aggravation, du fléau de l'obésité infantile après la pandémie.

L'étude souligne également une différence notable entre les sexes : 13 % des garçons souffrent de surpoids contre 9 % des filles. Dans plusieurs pays d'Europe du Sud, près d'un enfant sur cinq est atteint d'obésité, des taux parmi les plus élevés du continent. Si certaines nations constatent une stabilisation, la tendance générale reste orientée à la hausse.

Le rapport met aussi en lumière un constat préoccupant : dans deux tiers des cas, les parents d'enfants en surpoids ne reconnaissent pas le problème, estimant que leur enfant a un poids normal, voire insuffisant. L'étude révèle par ailleurs la coexistence du surpoids et de la sous-alimentation, un phénomène qualifié de « double fardeau » de la malnutrition. Cette réalité traduit les inégalités nutritionnelles croissantes en Europe, où une alimentation déséquilibrée peut entraîner à la fois des carences et un excès pondéral.

L'OMS s'inquiète également des habitudes alimentaires des enfants. Seuls 46 % consomment des fruits frais chaque jour et 32 % des légumes au moins une fois par jour, tandis que moins de 5 % respectent la recommandation des cinq portions quotidiennes. À l'inverse, la consommation de produits ultra-transformés reste élevée : 41 % mangent des sucreries plus de trois fois par semaine, 29 % consomment des boissons sucrées et 16 % des snacks salés avec la même fréquence.

Concernant l'activité physique, les résultats sont mitigés. Si 53 % des enfants se rendent à l'école à pied ou à vélo, 40 % utilisent un moyen de transport motorisé, réduisant ainsi leur dépense énergétique. Le rapport aborde aussi la question du sommeil : près de neuf enfants sur dix dorment au moins neuf heures par nuit, mais moins de la moitié atteignent les dix heures recommandées pour leur âge.

Face à ces constats, l'OMS appelle les gouvernements européens à renforcer leurs politiques de prévention. Gundó Weiler, directeur de la promotion de la santé pour l'Europe au sein de l'agence, a souligné que « le renforcement et l'élargissement des politiques de prévention de l'obésité fondées sur des données probantes sont essentiels pour protéger la santé et le bien-être des enfants ».

Y.A

LA DGSN RENFORCE LA LUTTE CONTRE LA
TOXICOMANIE
UNE JOURNÉE D'ÉTUDE À
ALGER CONSACRÉE À LA
PRÉVENTION DES DROGUES
ET DES PSYCHOTROPES

Par Ali Boudefel

La Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) a organisé, mercredi à Alger, une journée d'étude dédiée à la prévention contre la consommation de drogues et de substances psychotropes. Cet événement, animé par plusieurs spécialistes du domaine, s'est tenu à l'École supérieure de police « Ali Tounsi ».

Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la caravane nationale de sensibilisation aux dangers de la drogue en milieu scolaire, organisée sous le slogan : « Novembre, une nouvelle ère. Une jeunesse consciente et saine ». L'objectif est de renforcer la prise de conscience des jeunes face aux risques liés à la toxicomanie et de promouvoir un mode de vie équilibré et responsable.

La cérémonie d'ouverture a été présidée par le Directeur de la formation, représentant le directeur général de la Sûreté nationale, en présence de hauts responsables issus de différents secteurs : Justice, Éducation nationale, Santé, Gendarmerie nationale, ainsi que de l'Office national de lutte contre la drogue et la toxicomanie (ONLDT) et de l'Observatoire national de la société civile (ONSC). Les communications présentées par les experts ont porté sur les multiples facettes de la lutte contre ce fléau, abordant notamment les dimensions législative, judiciaire et sécuritaire. Les intervenants ont insisté sur la nécessité de renforcer la prévention, de consolider les mécanismes de détection et de traitement, et de soutenir les personnes touchées par la dépendance. Les participants ont également salué les efforts constants de l'État dans la mise en œuvre de la stratégie nationale de lutte contre la drogue, notamment en matière de réinsertion sociale et de prise en charge médicale des toxicomanes. Le rôle de la société civile a été mis en avant comme un pilier essentiel dans la protection des jeunes et la préservation du tissu social contre les effets dévastateurs de ces substances.

Afin d'élargir l'impact de cette rencontre, les travaux ont été suivis par visioconférence par des officiers de la Police judiciaire et des cadres issus des Sûretés de wilayas, ainsi que par l'ensemble des établissements de formation de la police répartis sur le territoire national. Cette approche participative vise à harmoniser les actions de prévention et à renforcer la coordination entre les institutions concernées dans la lutte contre la drogue et les psychotropes.

A.B

28^e ÉDITION DE LA FOIRE INTERNATIONALE DU LIVRE D'ALGER L'ANEP, UN ACTEUR MAJEUR AU SERVICE DU LIVRE ET DE LA CULTURE

Fidèle à son engagement pour la promotion du livre et de la culture, l'Entreprise nationale d'édition et de publicité (ANEP) présente cette année pas moins de 800 ouvrages. Ce riche catalogue comprend deux nouvelles publications et rassemble plus de 450 auteurs, des figures emblématiques de la littérature algérienne comme de jeunes plumes prometteuses.

Par Malika Azeb

Installé au pavillon central de la SAFEX, le stand de l'ANEP ne désemplit pas, attirant chaque jour un public nombreux en quête de culture, de savoir et de productions intellectuelles de qualité.

Conçu et réalisé par sa filiale « ANEP Communication et Signalétique » (ACS), le stand se distingue par un aménagement soigné. Les visiteurs y découvrent des espaces dédiés aux beaux livres, aux ouvrages d'histoire, à la littérature et à la jeunesse. Pour initier les plus petits à l'univers du livre, des tables de coloriage ainsi qu'une sélection de contes et d'albums leur sont proposées.



Cette entreprise citoyenne, à l'écoute de la société algérienne, a reçu dans la matinée la visite du ministre de la Communication, M. Zoheir Bouamama, ainsi que celle de M. Kamel Sidi Said, conseiller auprès du président de la République. Tous deux ont été accueillis par le président-directeur général de l'ANEP, M. Messaoud Alghem. Sur le stand, les visiteurs sont reçus par un personnel souriant et dévoué. M. Hassan Gherab, conseiller et responsable des relations presse durant l'événement, a souligné : « Nous réalisons de beaux

et de bons livres à des prix accessibles. Ils sont conçus pour permettre au lecteur d'acquérir des ouvrages de qualité. Notre objectif est que chaque visiteur trouve son bonheur parmi les livres proposés. » Afin de contribuer à la démocratisation du livre et à la fidélisation des lecteurs, l'ANEP a décidé d'appliquer une remise de 30 % sur chaque ouvrage, à l'exception des nouveautés.

Les livres exposés, édités par l'ANEP, s'adressent à un lectorat francophone, amazighophone et arabophone, et couvrent des domaines variés : scien-

tifique, littéraire et bien d'autres. Les deux nouvelles publications sont exposées sur le présentoir central du stand. Il s'agit de *Mosquée et sanctuaires d'Algérie*, un beau livre de l'archéologue et historien Abderrahmane Khelifa, et *Ma main est poignée de valise*, un recueil de poésie d'Alima Abdhat, enseignante à l'université.

L'ANEP célèbre également le 71^e anniversaire de la révolution nationale de novembre 1954 avec une grande bannière intitulée « Ame de novembre dans nos pages ». Un écran diffuse en boucle des informations sur les différents ouvrages présentés. Les cloisons et les étagères, aux couleurs de l'emblème national, attirent le regard des visiteurs qui circulent d'un rayon à l'autre jusqu'à l'espace dédicaces, qui a déjà accueilli Abderrahmane Khelifa et Alima Abdhat. Il convient de rappeler que l'ANEP est une maison d'édition généraliste qui accorde une importance particulière aux livres d'histoire, tout en couvrant un large spectre de domaines de réflexion. Elle manifeste un intérêt permanent pour les auteurs talentueux qui souhaiteraient rejoindre son catalogue.

La 28^e édition du Salon international du livre d'Alger (SILA), qui réunit 1254 maisons d'édition venant de 49 pays – la Mauritanie étant l'invitée d'honneur –, se poursuit jusqu'au 8 novembre. Le salon est ouvert tous les jours de 10h à 20h.

M.A

13^e ÉDITION DU FESTIVAL INTERNATIONAL D'ORAN DU FILM ARABE SALIM AGGAR DÉNONCE, SAWSAN KAUD TÉMOIGNE, DEUX DOCUMENTAIRES, MIROIRS DES TRAUMATISMES D'HIER ET D'AUJOURD'HUI

Par Yakout Abina

La ville d'Oran a vibré, mardi dernier, au rythme du cinéma en accueillant la première mondiale du documentaire *Écran colonial*, réalisé par Salim Aggar. Présenté dans la mythique Cinémathèque d'Oran, ce long métrage algérien, produit en 2025, concourt dans la section officielle des documentaires de la 13^e édition du Festival international d'Oran du film arabe.

D'une durée de 70 minutes, *Écran colonial* trouve son origine dans la découverte de rapports inédits conservés dans les archives du Service cinématographique des armées françaises. Ces documents, restés longtemps dans l'ombre, ont inspiré au réalisateur une enquête sur les représentations visuelles produites durant la période coloniale et sur leur influence durable dans la mémoire collective algérienne.

À travers ce film, Salim Aggar plonge dans l'histoire d'une institution coloniale mise en place par l'administration française pour façonner les esprits. Le synopsis révèle que ses activités se sont intensifiées dès le déclenchement de la Guerre de Libération nationale, l'objectif étant de diffuser massivement des contenus de propagande dans les villages algériens afin de légitimer la domination coloniale.

À l'issue de la projection, un débat a permis au cinéaste d'évoquer les étapes du long processus de création du documentaire. Il a précisé que la conception du film s'est étendue sur trois années, dont une consacrée à la recherche d'archives et deux au tour-

nage. Une part importante de cette investigation s'est appuyée sur les fonds militaires français, lesquels révèlent de vastes campagnes de désinformation destinées à travestir la réalité du terrain.

Pour nourrir son enquête, le réalisateur s'est entouré de chercheurs et d'historiens spécialisés dans l'étude de la propagande coloniale, parmi lesquels le Français Denis Sébastien et le Canadien Vincent Bouchard. Leurs contributions mettent en lumière la stratégie minutieuse de manipulation visuelle déployée par le système colonial, notamment à travers des films et publications falsifiés dans les domaines de la santé, de l'éducation et de l'enseignement, dans le but de diffuser une image trompeuse de la société algérienne.

Produit par MS News, *Écran colonial* a également bénéficié de la collaboration du critique et écrivain de cinéma Ahmed Bedjaoui et du réalisateur Saïd Ould Khalifa, qui ont apporté leur expertise à ce projet ambitieux et documenté.

La soirée a aussi été marquée par la projection d'une autre première mondiale : le documentaire palestinien *Gaza Grad* (2025), réalisé par Sawsan Kaoud. Ce film retrace le parcours bouleversant d'une famille russo-palestinienne ayant survécu à l'agression sioniste contre Gaza et qui, de retour en Russie, tente de surmonter les traumatismes laissés par la guerre.

Enfin, dix documentaires de long métrage sont en compétition dans cette édition du festival, dont le palmarès devait être dévoilé lors de la cérémonie de clôture prévue hier soir.

Y.A

SI EL HACHEMI ASSAD L'A AFFIRMÉ HIER « LA DIVERSITÉ LINGUISTIQUE DE L'ALGÉRIE EST UNE FORCE D'UNITÉ »

Le Secrétaire général du Haut-commissariat à l'amazighité, M. Si El Hachemi Assad, a affirmé que la diversité linguistique de l'Algérie, illustrée par la coexistence des langues nationales (arabe et tamazight), constitue une "force d'unité", de "complémentarité et de créativité".

S'exprimant lors d'une table ronde intitulée "L'intercompréhension entre les variantes de la langue amazighe: une nouvelle approche pour l'enseignement et la recherche", organisée mardi en marge du 28^e Salon international du livre d'Alger (SILA), le SG du commissariat a souligné que la relation entre les deux langues nationales est une "relation de complémentarité et de créativité mutuelle", où "se fondent la mémoire collective et l'identité partagée du peuple algérien".

Cette diversité linguistique, a-t-il avancé, s'illustre parfaitement à travers le Sila qui réunit auteurs et lecteurs d'horizons divers dans un "tissu linguistique et culturel harmonieux".

Évoquant l'intercompréhension entre les variantes de la langue amazighe, M. Assad a expliqué que cette rencontre "consacre la présence active de la langue amazighe au SILA", et confirme "sa place croissante dans le paysage scientifique et éducatif algérien".

L'intérêt, a-t-il enchaîné, que porte le HCA à la question de l'intercompréhension entre les variantes de la langue amazighe s'inscrit au cœur de sa "stratégie visant à asseoir des fondements scientifiques et méthodologiques solides pour l'enseignement de la langue amazighe et le développement de la recherche linguistique".

La tenue de cette rencontre marque aussi, selon, M. Assad, une "étape importante" vers une vision scientifique intégrée de l'enseignement de la langue amazighe, "fondée sur le respect de la diversité régionale et sur la valorisation des points communs qui unifient son tissu linguistique".

Intervenant à cette rencontre, des universitaires et spécialistes de linguistique ont présenté des contributions axées sur la question de la diversité linguistique, en faisant un état des lieux sur "les correspondances phonologiques, morphologiques et lexicales entre les principales variantes du tamazight parlées en Algérie (kabyle, chaoui, mozabite, targui)". L'anthropologue et chercheur au Centre national de recherche en langue amazighe (CNRLA), Badi Dida, a traité les implications sociales, culturelles et scientifiques de l'intercompréhension pour l'avenir de la langue amazighe. Pour sa part, l'auteur de manuels parascolaires et didactiques et inspecteur de la langue amazighe à la retraite, Lounis Ali, a axé son intervention sur les aspects didactiques de l'intercompréhension dans le contexte de l'enseignement de cette langue nationale, en mettant en avant les approches pédagogiques innovantes permettant l'enseignement par la diversité linguistique.

Dans son exposé sur les "expériences menées dans des établissements scolaires" et dans le cadre de formations et ateliers linguistiques, l'enseignant et chercheur, Yazid Oulha, soutient, par ailleurs, que l'intercompréhension est une approche qui "améliore la compréhension mutuelle et renforce les compétences orales et écrites des apprenants".

RC/APS

DE GAZA AU SOUDAN

LES ÉMIRATS ARABES UNIS FONT LA GUERRE AUX MUSULMANS

Alors que les Émirats arabes unis se présentent comme un artisan de la paix et un adversaire du soi-disant « radicalisme islamique », ils sont actuellement impliqués dans des génocides à Gaza et au Soudan. Il est nécessaire de s'intéresser à ces deux conflits pour comprendre les objectifs du régime.

Par Robert Inlakesh
In mondialisation.ca

Les Émirats arabes unis se sont forgé une image d'innovateur, de bâtisseur et de pacificateur, une illusion soigneusement calibrée, aussi artificielle que les bâtiments qui fascinent les touristes à Dubaï. Mais derrière l'architecture et l'apparence somptueuse se cache un cœur pourri qui œuvre à la déstabilisation de la région.

Tout en prétendant s'opposer à « l'islam radical » et en payant de médiocres influenceurs pour attaquer des groupes comme les Frères musulmans, ils encouragent les idéologies extrémistes et soutiennent les groupes militants liés à Daech pour réaliser leurs ambitions régionales.

Une dictature entièrement redevable à ses maîtres occidentaux

Malgré toutes les critiques que l'on peut formuler contre de groupes comme les Frères musulmans et contre le Qatar, ils n'ont rien à voir avec les calomnies largement diffusées par la propagande émiratie.

La raison pour laquelle les Émirats arabes unis s'attaquent à l'idéologie des groupes soit liés soit appartenant aux Frères musulmans n'a rien à voir avec leurs motivations religieuses, mais tout à voir avec l'opposition des Émirats à leur programme politique.

Le régime émirati craint tout mouvement islamique engagé politiquement capable de diriger avec succès un pays et d'organiser des institutions démocratiques, car c'est une dictature entièrement redevable à ses maîtres occidentaux, y compris Israël.

La raison pour laquelle les Émirats arabes unis se sentent terriblement menacés par la nature islamique de ces mouvements, est que l'islam est populaire, c'est la religion à laquelle adhère la majorité de la région sous une forme ou une autre.

Si un mouvement islamique anti-impérialiste réussissait à enclencher un processus démocratique, cela pourrait menacer leur pouvoir. Ils cherchent donc à saper, infiltrer et détruire ces mouvements partout où ils apparaissent, y compris dans la bande de Gaza.

Le Hamas, ou Mouvement de résistance islamique, est issu des Frères musulmans égyptiens. Ses origines remontent aux années 1970 et à la formation du mouvement social/civil connu sous le nom de Mujamma al-Islamiyya dans la bande de Gaza, alors communément appelé les Frères musulmans, car il représentait la branche palestinienne du mouvement.

Par conséquent, le succès et la popularité du Hamas, considéré par les Émirats comme faisant partie d'un ensemble plus large de mouvements politiques islamiques, sont interprétés comme une menace pour leur domination dans la région.

Pour empêcher le développement d'un leadership politique islamique à visée démocratique, les Émirats arabes unis se sont engagés dans des affrontements militaires et des campagnes de propagande intensives.



Sur le front de la propagande, ils sont rejoints par d'autres dirigeants du Golfe qui ont leurs propres agendas et qui non seulement financent directement la propagande anti-Hamas ou anti-Frères musulmans, mais alimentent également les divisions religieuses.

Attiser les divisions entre les principales écoles de pensée sunnites

L'un des moyens les plus puissants de propagande visant à semer la division consiste à « travailler » les musulmans eux-mêmes, en particulier la majorité sunnite de la région.

Pendant qu'ils intensifient leur rhétorique sectaire contre les chiites, ils s'efforcent de pacifier la population sunnite, de la dissuader de s'engager dans des luttes anti-impérialistes et anti-occupation, ou de rediriger sa colère vers ses coreligionnaires musulmans.

Ils y parviennent en attisant les divisions entre les principales écoles de pensée sunnites et en employant leurs propagandistes madkhali pour dissuader toute opposition aux dirigeants dits musulmans.

Sans entrer dans le détail de la pensée madkhaliste, elle a ses particularités comme chaque groupe de musulmans ; il s'agit d'un groupe de musulmans salafistes qui se soumettent totalement à leurs dirigeants et justifient leurs actions, même quand elles sont interdites par l'islam.

L'objectif principal ici est de financer et d'alimenter les divisions au sein du monde musulman, en canalisant la haine pour provoquer des débats autour de toute question susceptible de détourner l'attention de ce qu'Israël, les États-Unis et leurs alliés font dans la région.

Une autre tactique majeure employée ici consiste à déclarer infidèle (takfir) ou à discréditer tout groupe musulman qui se range du côté de l'Iran, du Hezbollah, d'Ansarallah ou de tout autre groupe chiite.

Une fois encore, les arguments utilisés dans ces campagnes de propagande n'ont aucun rapport avec les mouvements d'opposition qu'elles ciblent ; il s'agit de campagnes de calomnies bien financées, conçues à des fins politiques pour saper la résistance à l'impérialisme, à l'occupation et au génocide.

C'est là que nous pouvons commencer à nous intéresser à Gaza, puis au Soudan.

Les Émirats arabes unis prétendent s'opposer au soi-disant « radicalisme islamique », pourtant on les accuse aujourd'hui de soutenir les gangs liés à Daech qui opèrent dans

la partie de la bande de Gaza occupée par Israël.

Non seulement ils sont accusés de coordonner directement leurs actions avec ces milices – composées de salafistes radicaux liés à Daech et à Al-Qaïda, de trafiquants de drogue et de meurtriers –, mais il y a des preuves que les membres de ces escadrons de la mort circulent dans des véhicules immatriculés aux Émirats arabes unis. Pour nuire au Hamas, les Émirats arabes unis n'hésitent pas à soutenir les groupes qui collaborent avec Israël et qui comptent dans leurs rangs des éléments proches de Daech et d'Al-Qaïda.

Pour en revenir au type de propagande visant à semer la division que les Émirats encouragent, Ghassan Duhine, membre éminent de la milice dite « Forces populaires » soutenue par Israël à Gaza, a ouvertement cité les fatwas de Daech déclarant les membres du Hamas apostats afin de justifier leur assassinat. L'EI a officiellement déclaré la guerre au Hamas en 2018.

Par ailleurs, les Émirats arabes unis soutiennent depuis longtemps les Forces de soutien rapide (RSF) au Soudan, le groupe actuellement accusé de génocide, qui a refait la Une des journaux après avoir pris le contrôle d'Al-Fasher et d'autres zones du nord du Darfour, entraînant le meurtre d'environ 527 personnes, dont des civils massacrés alors qu'ils s'étaient réfugiés dans des camps de réfugiés.

Le chef des RSF, Mohamed Hamdan Dagalo (Hemedti), collabore depuis longtemps avec les Émirats, et il a même été souligné précédemment que sa page Facebook officielle était contrôlée depuis les Émirats arabes unis. Sans entrer dans toutes les complexités de la guerre civile soudanaise, Hemedti est un seigneur de guerre qui détient depuis longtemps le pouvoir sur la majorité des mines d'or du Soudan, et massacre quiconque ose se mettre en travers de son chemin.

Ses forces ont également été accusées par l'ONU et d'éminentes organisations de défense des droits humains de violences sexuelles massives, y compris des formes horribles de viol.

Hemedti a en outre bénéficié de technologies susceptibles de changer le cours de la bataille grâce à ses contacts au sein du Mossad israélien. Bien que des violations des droits humains aient été documentées tant du côté de l'armée soudanaise que du côté de la RSF, il ne fait aucun doute que ce sont les forces de Hemedti qui ont le plus de sang sur les mains et qui commettent les crimes les plus horribles répertoriés dans ce conflit.

Les Émirats arabes unis ne sont pas seulement l'un des nombreux acteurs impliqués au Soudan, ils sont le principal soutien de la RSF. Selon une information exclusive publiée mardi par The Guardian, des armes britanniques vendues aux Émirats arabes unis auraient même été utilisées par la RSF pour perpétrer son génocide.

Bien que les États-Unis aient qualifié les horreurs commises au Soudan de génocide, aucune mesure n'a été prise contre les Émirats arabes unis pour leur rôle dans l'alimentation de la guerre sous l'administration Biden.

De même, les Émirats arabes unis ont été impliqués dans d'innombrables crimes commis dans toute la Corne de l'Afrique et en Afrique du Nord, soutenant toute une série de groupes militants extrémistes accusés de cibler sans discernement des civils.

Bien que cela soit également dissimulé aux médias occidentaux, les Émirats arabes unis ont même utilisé des membres de la RSF soudanaise pour combattre en leur nom en tant que forces par procuration contre Ansarallah au Yémen, où ils ont été accusés d'avoir joué un rôle dans ce que beaucoup ont qualifié de génocide.

Il faut garder à l'esprit que près de 400 000 personnes ont été tuées au Yémen en raison du blocus inhumain et de la guerre d'agression menés par les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite.

Les Émirats répandent une propagande selon laquelle l'armée soudanaise serait « islamiste », l'accusant d'appartenir aux Frères musulmans et la reliant à toutes sortes d'autres organisations.

Ansarallah au Yémen est également qualifié d'« islamiste », mais dans leur cas, ils sont accusés d'être des « mandataires iraniens ». En substance, cette ligne de propagande est typique de la Hasbara israélienne pour justifier les pires des crimes de guerre.

Tout au long du génocide de Gaza, les Émirats arabes unis ont été l'un des seuls pays à poursuivre leurs vols réguliers vers l'aéroport Ben Gourion et à transporter du matériel pour aider les Israéliens.

Les Émirats ont également transformé Dubaï en un refuge pour les Israéliens, où les soldats impliqués dans le génocide peuvent faire la fête, consommer des stupéfiants, s'offrir les services d'escortes et vivre dans le luxe. Les Émirats arabes unis n'ont jamais même demandé aux Israéliens de laisser entrer les camions d'aide humanitaire lorsqu'ils ont été bloqués pendant trois mois au début de l'année, par contre ils ont mis en scène les maigres aides qu'ils ont fournies pour montrer qu'ils aident la population. Ils prétendent avoir joué un rôle clé dans la conclusion d'un cessez-le-feu, bien que cela ne soit étayé par aucune preuve, tout comme il n'y a aucune preuve qu'ils aient mis fin à l'annexion de la Cisjordanie lorsqu'ils ont normalisé leurs relations avec Israël. Il serait erroné de penser que les Émirats agissent de leur propre chef et de les considérer comme seuls responsables de leurs actes. Ce sont des dirigeants installés par l'Occident, qui travaillent pour l'Occident et sont utilisés comme des pions pour exécuter les ordres de leurs maîtres.

Si l'un des dirigeants des Émirats arabes unis s'opposait aux crimes commis par le régime, il sera assassiné et remplacé par un membre plus obéissant de la lignée dirigeante. Ce sont des otages, qui se font passer pour des dirigeants mais qui jouent simplement le rôle qu'on leur assigne dans le projet de déstabilisation de la région.

R.I

FOOT/COMPÉTITIONS AFRICAINES LA CAF FIXE LES DIPLÔMES REQUIS POUR LES ENTRAÎNEURS DES SÉLECTIONS ET CLUBS ENGAGÉS

La Confédération africaine de football (CAF), a fixé les diplômes requis pour les entraîneurs des sélections et clubs engagés dans les différentes compétitions organisées sous l'égide de l'instance continentale.

Cette nouvelle réglementation exige que tous les entraîneurs-chefs dans les compétitions de haut niveau masculin : CAN, CHAN, Ligue des champions et Coupe de la Confédération, détiennent une licence CAF A ou CAF PRO, tandis que les entraîneurs adjoints doivent détenir au moins une CAF A, indique l'instance africaine dans une correspondance adressée aux fédérations membres. Ce mouvement vise à professionnaliser le football africain, à améliorer les normes tactiques et à aligner toutes les associations membres sur les exigences mo-



dermes. "L'excellence sur le terrain commence par la connaissance sur le banc", précise la même source. Cette saison, l'Algérie est représentée par quatre clubs qualifiés

pour la phase de poules de la Ligue des champions et la Coupe de la Confédération: MC Alger, JS Kabylie, USM Alger, et CR Belouizdad. **RS/APS**

BASKET / SUPER-DIVISION (MESSIEURS) LA FÉDÉRATION RAPPELLE AUX CLUBS LEURS OBLIGATIONS ENVERS LES STATISTICIENS

La Fédération algérienne de basket-ball (FABB) a appelé les clubs de la Super-Division (messieurs) à respecter le règlement relatif au paiement et à l'accompagnement des statisticiens durant les rencontres, soulignant que le non-respect de ces dispositions pourrait entraîner la non-tenue des matchs.

Dans un communiqué adressé aux présidents des clubs de la Super-Division, la FABB a indiqué avoir été saisie par la Commission nationale des statisticiens au sujet du "non-paiement régulier des indemnités" dues à ces derniers lors des matchs officiels. Une

situation qui, selon la Fédération, "menace la continuité d'une activité essentielle au bon déroulement des compétitions et à la fiabilité des données techniques du championnat". La Fédération a rappelé que les clubs recevant sont tenus de "fournir les meilleures conditions possibles" aux équipes de statisticiens et de désigner deux accompagnateurs pour les assister durant les rencontres. Elle a également précisé que les clubs doivent s'acquitter d'une indemnité fixée à 3.500 dinars par statisticien avant le coup d'envoi du match, sous peine de voir la rencontre annulée. Les commis-

saires techniques ont été chargés de veiller à l'application stricte de cette mesure, a ajouté la même source. Par ailleurs, la FABB a demandé aux clubs de veiller à ce que les joueurs conservent les mêmes numéros de maillots tout au long de la saison, afin de garantir la précision du travail statistique. "La Fédération compte sur la compréhension et la collaboration de l'ensemble des clubs pour la réussite de ce projet structurant, porteur d'effets positifs pour le développement du basket-ball national", conclut le communiqué. **RS/APS**

SEMI-MARATHON INTERNATIONAL D'ALGER UN PLATEAU RELEVÉ POUR LA 1^{ère} ÉDITION LE 14 NOVEMBRE

La première édition du semi-marathon international d'Alger qui sera organisée vendredi 14 novembre en présence de près de 6000 participants, réunira une pléiade de stars dont 14 marathoniens de renommée mondiale, ont indiqué mercredi les organisateurs. Sur les 5800 participants attendus à cette 1^{ère} édition organisée sous le parrainage du ministre, wali de la wilaya d'Alger, Mohamed Abdenour Rabehi, et sous l'égide de la Direction de la jeunesse et des sports de la wilaya d'Alger et la Ligue algéroise d'athlétisme, le comité d'organisation compte sur la participation des spécialistes de la discipline de différentes nationalités. "Le Comité d'organisation a tenu une série de réunions avec les autorités locales de la wilaya d'Alger qui se sont montrés déterminés à faire réussir cet événement majeur du calendrier sportif et culturel qui s'impose comme un rendez-vous incontournable du bassin méditerranéen", a indiqué Yacine Sifi, Directeur de la jeunesse, des sports et des loisirs de la wilaya d'Alger (DJSL) lors d'une conférence de presse animée à la salle Frantz Fanon de l'Office Riadh El Feth (Alger). Accompagné du Conseiller du ministre Wali d'Alger, Ali Mokrani, du président de la Ligue algéroise d'athlétisme, Aziz Bouras et le directeur de la 1^{ère} édition du semi-marathon, Youcef Benbessi, le DJSL d'Alger a souligné que "l'organisation de cette événement international coïncide avec le programme spécial tracé à l'occasion des festi-

vités du 71^e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution de libération". S'agissant du volet organisationnel, Aziz Bouras, président de la Ligue algéroise d'athlétisme, a fait savoir que "toutes les dispositions techniques et organisationnelles ont été prises pour assurer le succès de cette édition qui sera encadrée par 800 personnes formées", soulignant que le parcours du semi-marathon (21,097 km) et la course de 10 km, sont homologués par la World athletics.

"Nous avons pensé à mettre en valeur les artères les plus historiques de la ville d'Alger (Avenue Zighoud Youcef, Rue Hassiba Benbouali, l'Avenue Colonel Amirouche, Bab El Oued, la place du 1^{er} Mai....), avec un parcours étudié et conçu pour les coureurs étrangers qui seront présents à cette 1^{ère} édition", a indiqué Bouras. De son côté, le directeur de la 1^{ère} édition du semi-marathon international d'Alger, Youcef Benbessi, est revenu à la participation algérienne et notamment étrangère à cette manifestation qui verra la présence de 28 nationalités et quatre pays élite qui sont le Kenya, l'Ouganda, l'Éthiopie et l'Afrique du Sud. "Le vainqueur de cette 1^{ère} édition du semi-marathon d'Alger recevra la somme d'un (1) million de dinars chez les seniors messieurs et dames, alors que le vainqueur de la course de 10 Km empochera 150.000 DA chez les messieurs et dames. Une prime exceptionnelle est prévue en cas de record mondial. Pour assurer une

précision optimale et un classement fiable, le chronométrage sera assuré par le système MyLaps, une référence mondiale dans le domaine. Chaque coureur se verra attribuer un dossard équipé d'une puce électronique intégrée, permettant un suivi automatique des temps de passage au départ jusqu'à l'arrivée.", a précisé Benbessi. Parmi les 14 têtes d'affiches présentes à cette édition, figurent le Kenyan Simon Maywa, vainqueur du semi-marathon 2025 de Rome (59m44 sec), Kiptoo Edwin Kiprop (Kenya), Kimtai Antony (Kenya), Saat Enos Kipruto (Kenya), Delele Haimanot Mossie (Éthiopie) et Magwai Tantsa Reghen (Afrique du Sud). Côté dames, cette édition connaîtra la participation, notamment, de l'Éthiopienne Kioko Christine Nthambi et ses compatriotes, Abebaw Demam Belay et Mekomen Sewareg, les deux Kenyans Lohari Gladys Cherop et Rutto Daizy Jemutai, l'Ougandaise Cherop Rispa et la Sud-africaine Sosobo Cacasile.

Le départ de la 1^{ère} édition du semi-marathon international d'Alger et la course de 10 Km sera donné à côté du stade Ferhani de Bab el Oued à partir de 8h30, alors que l'arrivée est prévue devant le siège de la wilaya d'Alger. Il traversera le stade Omar Hamadi (Bologhine), Rais Hamidou, Square Port Said, l'Avenue Colonel Amirouche, la Pace du 1^{er} Mai, la Rue Mohamed Belouizdad, Metro les Fusillés et Jardin d'essai. **RS/APS**

FOOT/LIGUE 2 AMATEUR LE CR TÉMOUCHENT ET L'US BISKRA EN QUÊTE DE CONFIRMATION

Les leaders du Championnat de Ligue 2 amateur de football, le CR Témouchent (Centre-Ouest) et l'US Biskra (Centre-Est), tenteront de confirmer leur statut à l'occasion de la neuvième journée prévue vendredi et samedi, dans une phase où la lutte est rude aussi bien en haut qu'en bas du classement.

Groupe Centre-Ouest : un choc à distance entre Témouchent, Kouba et El Biar

En tête avec 17 points, le CR Témouchent se déplacera à Bchar pour affronter l'US Bchar Djedid (4 pts), avec l'objectif de conforter son fauteuil de leader. Les Témouchentois restent sous la menace immédiate d'un trio de poursuivants composé du RC Kouba, de la JS El Biar et de l'ASM Oran (16 pts chacun).

Le RC Kouba, en forme après sa victoire sur la JS El Biar (1-0), tentera d'enchaîner sur le terrain de l'ESM Koléa, tandis que les Oranais de l'ASM se rendront à Tlemcen pour un match à huis clos face au WA Tlemcen, également en embuscade (14 pts). De son côté, la JS El Biar, défaite le week-end dernier, voudra se relancer en recevant le CRB Adrar.

Dans le reste du programme, le NA Hussein Dey (5e, 15 pts) accueillera le WA Mostaganem dans un duel à huis clos, alors que la JSM Tiaret défiera l'USM El-Harrach pour se rapprocher du peloton de tête.

En bas du tableau, la JS Texraïne, le GC Mascara et le RC Arbaâ chercheront à quitter la zone rouge lors de leurs déplacements respectifs.

Groupe Centre-Est : Biskra en déplacement, Batna et Bejaia face-à-face

Leader incontesté avec 18 points, l'US Biskra sera mise à l'épreuve hors de ses bases face à l'AS Khroub, en quête de points dans la lutte pour le maintien. Une victoire permettrait aux Biskris de conserver au minimum deux longueurs d'avance sur leurs dauphins. Le CA Batna et le MO Bejaia (16 pts chacun) s'affrontent d'une confrontation qui s'annonce chaude et indécise ou chaque formation tentera d'enregistrer les trois points de la victoire tout en espérant un éventuel faux pas du leader.

La JSD Jijel (15 pts) qui vient de s'offrir les services de l'entraîneur Mohamed Manaa, essayera de confirmer sa belle dynamique en déplacement à Telaghma. L'US Chaouia, co-4e, accueillera le HB Chelghoum Laïd (dernier, 4 pts) pour tenter de se rapprocher un peu plus du podium. Dans le milieu du tableau, le NC Magra croisera le MO Constantine dans un duel de confirmation, alors que l'USM Annaba sous la conduite de son nouvel entraîneur Samir Zaoui, recevra l'IB Khemis El Khechna avec l'ambition d'intégrer le top 5. Enfin, le NRB Béni Oulbane, pénalisé par le huis clos, tentera de se relancer face au MSP Batna, alors que la JS Bordj Ménaiel affrontera un CR Béni Thour imprévisible.

La neuvième journée pourrait ainsi rebattre les cartes dans les deux groupes, tant les écarts restent minimes entre les candidats à la montée et les équipes menacées par la zone rouge. **RS/APS**

INTERNET



Internet, Facebook et les réseaux sociaux sont désormais ancrés dans notre vie quotidienne. On y trouve de tout. Mais nous, nous nous intéresserons uniquement aux productions de ceux et celles qui font de ces formidables moyens de communication des outils utiles au service du savoir, de la culture et de la réflexion positive qui rassemble autour des valeurs hautement humaines auxquelles les Algériennes et les Algériens ont de tout temps adhéré. Cette page accueille aussi les publications du monde arabe et du continent africain.

Page animée Par Salim Nait Ouguelmim

IL ÉTAIT UNE FOIS RAÏNA RAÏ...

Raïna Raï est un groupe de musique Raï originaire de Sidi-Bel-Abbès en Algérie. Raïna Raï est né en 1981, lorsque d'anciens chanteurs des groupes Les Aigles Noirs et Les Basiles décident de se regrouper, sous l'impulsion de Tarik Chikhi, un musicien de Sidi Bel-Abbès établi en France. Les musiciens réunis sous le nom de Raïna Raï furent à l'origine Tarik Naïmi, Chikhi, Kaddour Bouchentouf, Lofti Attar et Hachemi Djellouli.

Ils commencent au départ à reprendre les anciennes chansons des Aigles Noirs ainsi que d'autres groupes, notamment « Zina Diri Latay » du chanteur Kada Dziri et « Hmama » de Blaoui Houari. Leur première apparition publique eu lieu lors du concert de soutien de la radio de l'immigration, Radio Soleil, et fut un véritable triomphe.

Leur premier album, « Zina » paraît en 1983, et connaît un succès phénoménal immédiat. Ils enchainent plusieurs albums, avec de nombreux tubes qui animent les fêtes algériennes, dont « Zina », « Til Taila », ou encore « Hagda ». Deux chansons de l'album « Hagda » sont par ailleurs reprises pour la Bande originale du film Tchao Pantin de Claude Berri avec Coluche.

Après une interruption en 1992, le groupe réapparaît en 2001 sur la scène musicale algérienne avec un nouvel album, « Datni ». Certains

auront quitté Raïna Raï entre temps, laissant la place à de nouveaux membres qui ont su apporter un tout nouveau souffle à ce très talentueux groupe, qui reprends donc le chemin de la scène accompagné du magistral guitariste Lotfi Attar. Raïna Raï a par ailleurs donné de très nombreux concerts dans plusieurs pays, à Paris, aux Etats-Unis et au Canada notamment. De même, il participe au festival Panafricain de Francfort en 1992 aux côtés d'Alpha Blondy.

Leur style inimitable, mélange de raï traditionnel et de rock, a su conquérir un très large public, et reste aujourd'hui encore une véritable légende vivante qui influence de nombreux groupes et artistes..

Pour rappel, Tarik Chikhi l'un des fondateurs du groupe est décédé le 11 novembre 2019. Le chanteur Djilali Amarna est décédé aussi le 6 novembre 2010. Membre emblématique et la voix du groupe Amarna puis du célèbre groupe Raïna Raï. Paix à leurs âmes.

Publié par A.Hammouche sur Facebook dans le journal des artistes, le 4 novembre 2025



L'AUTOMNE, CE MAGIQUE ARTISTE

C'est un drôle de personnage, peut-être même que c'est un ange. Ce qui est certain, c'est qu'il est poète, artiste. Bien des grands peintres ont voulu saisir sa couleur, ses nuances, ses pigments, mais nul n'y est arrivé à ce jour, et je crois que personne n'y parviendra jamais. Il est unique, magicien de la couleur et de la poésie. Inutile de vous précipiter dans les musées ou dans les galeries d'art pour admirer ses œuvres. Lui n'expose qu'à l'extérieur, à ciel ouvert, aux quatre vents.

Il peint le monde de ses couleurs, de sa chaleur. Après avoir voyagé dans d'autres hémisphères, après avoir peint ailleurs, il revient nous rendre visite régulièrement. Il s'installe ici pour quelques semaines parfois un peu plus. Au début, il reste silencieux, il observe et sans se presser, il commence son œuvre. Il barbouille sa palette et avec son pinceau délicatement, il entame sa toile avec sensualité. Lui, il n'a nul besoin de chevalet, il peint à main levée. Son pinceau, c'est son souffle ; le vent du Sud, son complice, pour sécher sa toile. Sa palette est faite de grains de sable venus d'Afrique, et de brise marine.

Il transforme ce vert si particulier de chez nous en or et cuivre, des sous-bois d'Irati*, en passant par les Arbailles*, aux sommets d'Urtarai*, d'Iparla* et Arranomendi*. Jusqu'aux fins fonds du Baztan* aux pentes de Xoldokogaina*, il repeint la nature. Même la couleur ocre du sud des Bardenas* change de ton. Il fait naître une atmosphère étrange, comme si le temps n'était plus le temps, comme si nous avions quitté ce pays pour un autre. Il nous emporte dans un voyage mélancolique. C'est une symphonie entre brume et derniers éclats de soleil. Quand tombe le jour, il repeint l'horizon d'une gouache safranée. Au petit matin, il fait de nos sous-bois, une estampe chinoise tout en mystère. Il joue avec la lumière et l'ombre.

Cela fait pourtant des siècles et des siècles qu'il peint, qu'il manie son pinceau automnal, pourtant il nous surprend chaque fois. Il nous touche et bouleverse par la beauté de son œuvre. Ses tons automnaux son pour ceux qui aiment regarder avec amour et passion un émerveillement. Il sait par sa magie des couleurs nous rendre notre âme d'enfant. Il estompe devant nos yeux délicatement les couleurs de l'été, et fait naître ses motifs.

Ce peintre, cet artiste n'est pas une saison, ne vous trompez pas, il est bien plus que ça ! Il est la



beauté à l'état pur, un manteau de chaleur avant l'hiver. Il est une invitation à la poésie, à la rêverie. C'est une nuance de couleur insaisissable. Non, ce n'est pas une saison, mais une œuvre d'art.

Son œuvre est éphémère, et il nous invite à la contempler et à l'admirer avant que ne l'emporte la froideur de l'hiver. Sa toile est faite de grains de sable, de terre ocre et de safran que l'hiver fera fondre. Oui, tout est éphémère, même la vie, et il nous soufflé de profiter de l'instant présent car demain tout cela ne sera plus.

Je sais qu'il reviendra façonner cette terre de sa beauté aussi longtemps que la terre tournera autour du soleil. Même après nous, il continuera à peindre et à repeindre pour les générations futures. Par sa splendeur, Il les éblouira. Des artistes de demain tenteront eux aussi de saisir ses couleurs, ses nuances et ses pigments. Les poètes écriront des vers et de la prose comme une ode. Des amoureux perdus dans leurs rêveries s'oublieront en regardant un horizon de gouache safranée. D'autres arrivés à l'automne de leur vie seront nostalgiques des automnes de leur jeunesse. Ainsi va la vie... et les saisons.

Publié par Mustapha Amrani sur sa page Facebook, le 4 novembre 2025

LE SERMENT DU FEU

Dans le royaume de Bani, vivait un jeune forgeron nommé Kayo.

Il travaillait dur, mais n'avait qu'un seul rêve : devenir l'apprenti du grand maître Soumba, le forgeron du roi.

Un matin, Soumba l'appela.

« Kayo, si tu veux apprendre, viens chaque jour avant le lever du soleil.

Mais souviens-toi : la loyauté est le premier métal qu'on forge dans le feu. »

Pendant des mois, Kayo fut fidèle.

Peu importait la pluie, le vent ou la fatigue — il venait, silencieux, le cœur brûlant d'envie d'apprendre.

Mais un jour, un marchand riche passa au village.

Il proposa à Kayo un travail bien payé, loin de la forge.

« Tu es trop doué pour rester ici, lui dit-il. Le vieux Soumba n'a plus rien à t'offrir. »

Kayo hésita. L'argent, la gloire, la facilité... tout l'appelait.

Mais cette nuit-là, il se souvint des mots de son maître :

> « La loyauté ne brille pas toujours, mais elle ne rouille jamais. »

À l'aube, il retourna à la forge.

Soumba l'attendait. Il sourit et dit :

« Le vrai feu ne détruit pas, il purifie. Tu viens de prouver que ton cœur est d'acier. »

Alors, pour la première fois, il lui remit le marteau d'or, symbole du maître forgeron.

Morale :

La loyauté, c'est rester debout quand tout t'invite à partir.

Ce n'est pas une promesse faite aux autres, mais une fidélité envers soi-même.

La loyauté ne s'achète pas, elle se prouve.

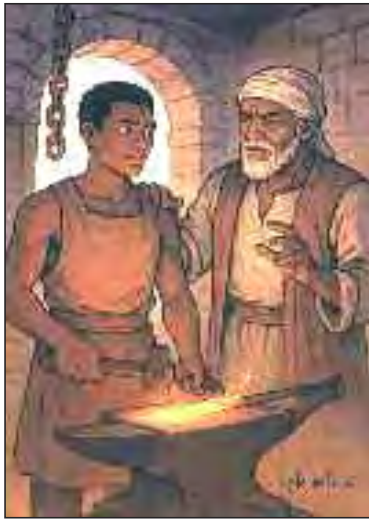
Elle ne se dit pas avec les lèvres, elle se montre par les actes.

Car la fidélité n'est pas un lien, c'est une lumière — celle qui reste allumée même quand tout le monde s'en va.

Reste vrai, même quand personne ne t'applaudit.

Sois loyal, pas par devoir, mais par honneur.

Publié par Gilles Nya sur Facebook dans Mythes, traditions, nature, le 5 novembre 2025





Horaires des prières

Fajr	Dohr	Asr	Maghreb	Isha
05:27	12:34	15:48	18:15	19:36

SAÏD SAYOUD L'A SOULIGNÉ HIER EN INAUGURANT UNE STÈLE COMMÉMORATIVE

« LES GÉNÉRATIONS SUCCESSIVES GARDERONT DANS LA MÉMOIRE COLLECTIVE L'APPUI APPORTÉ PAR LES DÉMINEURS SOVIÉTIQUES À L'ALGÉRIE »

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, a souligné, mercredi à El Aïoun (El Tarf), que les générations successives garderont dans la mémoire collective l'appui apporté par les démineurs soviétiques à l'Algérie, au lendemain de son indépendance.

A l'issue de l'inauguration d'une stèle en hommage à l'appui apporté par les démineurs soviétiques à l'Algérie, chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le ministre a salué le colonel russe à la retraite Andreï Pavlenko et la délégation l'accompagnant, considérant que cette occasion constitue "l'une des étapes de l'histoire commune qui unit les deux pays amis, l'Algérie et la Russie".

Les générations successives, a-t-il souligné, "garderont dans leur mémoire collective l'appui apporté à l'Algérie par ses alliés de l'Union soviétique, au lendemain de l'indépendance".

S'adressant au colonel à la retraite Andreï Pavlenko, M. Sayoud a déclaré: "Grâce à votre contribution, vous avez gravé votre nom dans la mémoire individuelle et collective des Algériens, des efforts auxquels nous témoignons estime et reconnaissance, du sommet de l'Etat jusqu'au simple citoyen algérien, qui attestent tous de la noblesse de votre engagement et du fait d'avoir mis votre expertise en matière de déminage au service des opérations nationales engagées par l'Algérie le long des lignes Challe et Morice".

Le fait que le colonel à la retraite Andreï Pavlenko ait été décoré par le président de la République de la médaille El-Achir est un acte qui traduit "la grandeur de la reconnaissance que l'Algérie, Etat et peuple, vous porte".

Dans son hommage à cette occasion "singulière qui ajoute une nouvelle symbolique à l'estime dont jouit le colonel à la retraite Andreï Pavlenko auprès des habitants de la wilaya d'El Tarf", M. Sayoud a affirmé que l'inauguration de cette stèle "demeurera témoin de la profondeur



des relations entre l'Algérie et la Russie".

Pour sa part, le colonel russe à la retraite s'est félicité de cette distinction par le président de la République, rappelant les sacrifices du peuple algérien pour le recouvrement de sa liberté.

"Nous l'avons soutenu après qu'il ait réalisé le plus important, l'indépendance", a-t-il dit, ajoutant qu'"en tant que militaire, je ne peux que m'incliner avec respect devant ces exploits héroïques".

Le commandant de la Ve région militaire, le

Général-major Hambli Nouredine a affirmé que cette occasion consacre "la profondeur des relations d'amitié historique unissant l'Algérie et la Russie, d'autant qu'elle coïncide avec les festivités commémorant le 71e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution nationale".

Il a rappelé, dans ce sens, "les liens historiques étroits" et les relations d'amitié unissant les peuples algérien et russe, "unis par les principes de paix et d'humanisme", mettant en avant "le haut niveau de coopération entre les deux pays, notamment dans les domaines sécuritaire et militaire".

Le directeur de l'information et de la communication du Commandement de l'Armée nationale populaire (ANP), le Général-major Sabaa Mabrouk a mis en exergue la symbolique de la stèle inaugurée qui commémore, a-t-il dit, "les actes de bravoure de ceux qui ont relevé le défi pour franchir les lignes Challe et Morice avec des moyens minimes mais munis d'une grande détermination à réaliser la victoire".

L'ambassadeur de la Russie en Algérie, Alexey Solomatine, s'est, lui, félicité de la profondeur des relations d'amitié unissant l'Algérie et son pays, estimant que l'hommage rendu aux soldats soviétiques ayant participé aux opérations de déminage au lendemain de l'indépendance de l'Algérie "vient consacrer la coopération commune unissant les deux pays amis".

RA

ELLE SE VEUT ACTE EN FAVEUR DE LA JUSTICE ET DE L'INCLUSION

ADOPTION DE LA DÉCLARATION POLITIQUE DE DOHA

Les participants au 2e Sommet mondial pour le développement social, qui se tient dans la capitale qatarie Doha, ont adopté la Déclaration politique de Doha, un texte qui se veut un nouvel acte en faveur de la justice et de l'inclusion pour "raviver" l'agenda social de l'ONU, dans un contexte international marqué par des tensions géopolitiques et le creusement des inégalités sociales.

L'adoption de ce texte mardi, "marque un engagement collectif des Etats à combattre la pauvreté, créer des emplois décents, lutter contre la discrimination, étendre la protection sociale et défendre les droits humains".

La Déclaration renouvelle l'attachement des Etats à la Déclaration de Copenhague, adoptée en 1995 lors du premier Sommet mondial sur le développement social, dans la capitale danoise, et à l'Agenda 2030 pour le développement durable (ODD), adopté en 2015, fixant 17 objectifs à atteindre d'ici à 2030, allant de l'éradication de la pauvreté à la lutte contre le changement climatique.

Ainsi, la nouvelle déclaration articule le développement social autour de trois grands piliers, à savoir : "l'éradication de la pauvreté, l'emploi décent et productif pour tous, et l'inclusion sociale".

Elle relie explicitement la justice sociale à la paix, à la sécurité et aux droits humains, et appelle à une action climatique urgente dans le cadre de la Convention de l'ONU sur les changements climatiques et de l'Accord de Paris, tout en réaffirmant les principes de Rio, notamment les "responsabilités communes, mais différenciées".

A la tribune, la présidente de l'Assemblée générale de l'ONU, Annalena Baerbock, a



exhorté les dirigeants à "aller jusqu'au bout" pour que "personne ne soit laissé pour compte", rappelant que les ODD "ne sont pas 17 cibles distinctes, mais un cadre intégré où les progrès dans un domaine accélèrent ceux des autres".

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a, lui, relevé que les progrès vers les ODD "restent trop lents", plusieurs cibles étant "au point mort, voire en recul".

La Déclaration politique de Doha, a-t-il précisé, "constitue une piqûre de rappel pour le développement", la qualifiant de "plan pour les peuples", axé sur l'élargissement de la protection sociale universelle, l'accès équitable à la santé et à l'éducation, la création d'emplois décents et la réduction de la fracture numérique. M. Guterres a également insisté sur "l'urgence de réformer l'architecture financière mondiale afin de garantir un accès juste aux financements du développement et du climat, en particulier pour les pays les plus endettés".

RA

BULLETIN MÉTÉO SPÉCIAL

DES PLUIES ORAGEUSES CE JEUDI SUR PLUSIEURS WILAYAS DU PAYS

Des pluies orageuses affecteront, ce jeudi, plusieurs wilayas du pays, indique un Bulletin météorologique spécial (BMS), émis mercredi par l'Office national de météorologie.

De niveau de vigilance "jaune", le BMS concerne les wilayas de Skikda, Mila,

Guelma, Bejaia, Constantine, Sidi Bel Abbés, Sétif, Jijel, Souk-Ahras, Annaba, El Tarf, Ain Temouchent et Tlemcen, précise la même source.

En outre, des vents sont annoncés, durant la même journée, sur la wilaya d'Alger.

RA

PUBLICITÉ



anep
المنشورات الوطنية
Service National de Communication Éditoriale et de Diffusion

-30% DURANT LE SALON INTERNATIONAL DU LIVRE D'ALGER DU 30 OCTOBRE AU 8 NOVEMBRE

Les Editions ANEP Présentent

Avec Plus de 800 TITRES

L'ESPRIT DE NOVEMBRE À TRAVERS NOS PAGES

Palais des Expositions - Plus Maritimes **Pavillon C**

ANEP Groupe